THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

ECONEWS

The Chambers' Newsletter Numéro 88 Janvier 2019

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Publication «CCIA-BML»

Les priorités du gouvernement

Mohamed Choucair

De nombreux écueils se dressent devant le nouveau gouvernement. Huit mois de retard ne seront pas comblés en un instant. Les contradictions qui ont retardé la nomination du prochain cabinet peuvent handicaper l'exercice du pouvoir. Et pourtant nous devons coûte que coûte réussir. Réussir à maintenir la parité de la livre, la discipline des prix, arrêter l'hémorragie des cadres, enrayer le chômage et la pauvreté, moderniser les infrastructures et renforcer la protection sociale, notamment en établissant un fonds de retraite qui couvre les besoins des plus âgés.

Quand on parlait à Rafic El Hariri de la nécessité de planifier, il répondait : « Pourquoi ? Sommes-nous retournés à l'époque communiste ? » Il voulait probablement dire que les plans quinquennaux portés par la dictature étaient voués à l'échec et que la démocratie et la liberté d'entreprendre ont eu infiniment plus de succès. Les institutions à décision pluraliste qui forment les États modernes nécessitent l'écoute attentive des bénéficiaires et des acteurs pour que les objectifs soient conformes aux vœux des citoyens et assurent le développement inclusif de la nation.

Je salue l'initiative du Conseil économique et social qui a réussi à obtenir l'entente des partis politiques sur les réformes les plus urgentes et produit une liste de 22 propositions à soumettre au gouvernement. Il faut être aussi à l'écoute des organisations économiques et autres plateformes de la société civile, en particulier l'Union générale des travailleurs, pour faire émerger une nation à la hauteur de la culture et des sacrifices des Libanais.

La productivité en question

Le premier pilier de l'économie réside dans la productivité nationale. Après la guerre civile (1975-1990), le Liban n'a pas eu l'opportunité de redresser le secteur privé. Les moyens mis à la disposition du pays ont servi à reconstruire l'infrastructure. Il y a même eu un effet d'éviction du financement des entreprises en faveur du financement de l'État. Le recul de l'agricultu-

▶▶

p5. Immobilier : il y a péril en la demeure !

p7. Politique fiscale et développement

p9. Le président autrichien à Beyrouth

p11. Les défis économiques en 2019

p13. La diplomatie de l'eau

p15. Lancement du Forum libano-britannique

p21. The CCIA-BML organized a «Master Class» dedicated to the new economic attachés

p23. Skills for the future: Managing transition

p25. President Tammam Salam: «CCIAT shines with major projects»

L'index page 2

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs ; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

re et de l'industrie est intimement lié à la baisse de la productivité. Alors que ces deux secteurs représentaient respectivement 25% et 15% du PIB avant la guerre, contre 5% et 7% aujourd'hui, ils n'ont jamais pu rattraper leur retard et jouer un rôle d'amortisseur quand le tourisme a brusquement chuté avec les mesures sécuritaires prises par les pays du Golfe en 2011.

La crise qui sévit depuis sept ans a contribué à détériorer la productivité des entreprises dont le chiffre d'affaires n'a fait que baisser ces huit derniers mois.

On a vu ces derniers temps certaines sociétés fleurons de notre économie réduire leurs activités et supprimer des emplois quand elles n'ont pas purement et simplement été contraintes de mettre la clé sous la porte.

La relance de l'activité et le soutien des entreprises sont une priorité pour l'ensemble de l'économie.

La demande globale

Quelles que soient les causes du marasme, elles se traduisent toujours par une faiblesse cumulative de la demande des biens et services, et une difficulté grandissante de la restaurer par les moyens classiques, de peur de gonfler le déficit de l'État ou de menacer la stabilité de la monnaie.

Il faut alors veiller à ce que les mesures fiscales et/ou financières n'affectent pas la demande globale comme ce fut le cas pour la grille des salaires ou la hausse des impôts et des taxes en 2017.

Le compte extérieur

La précarité de la production et l'absence de protection ont entraîné un creusement abyssal du déficit commercial. Le compte courant, qui inclut les services et les transferts de revenus extérieurs, comblait jusqu'à présent la plus grande partie du déficit commercial. Un manque de 3 à 4 milliards de dollars était facilement comblé par la balance des paiements.

Cette année, le déficit de la balance courante atteint en moyenne un milliard de dollars par mois. Sans les ingénieries financières opérées par la Banque centrale, il n'aurait jamais pu être comblé par les placements et les transferts.

Il est impératif de réviser notre politique commerciale extérieure de manière à mieux préserver le secteur de production et pouvoir à terme respecter la libre circulation des biens et des capitaux.

Impôts et taxes

Le prélèvement fiscal et quasi fiscal représente aujourd'hui 34% du PIB. Cela va au-delà de ce que peut supporter le citoyen et rend donc dangereuse toute imposition supplémentaire.

À ce niveau, il n'est d'ailleurs pas certain qu'une élévation des taux améliore les rendements.

D'où la nécessité de faire des économies et de rationaliser les dépenses. Il est cependant à craindre qu'un recul des dépenses de l'État ne vienne comprimer une demande déjà vacillante. Il est vrai que les dépenses prévues par CEDRE vont susciter un flux de l'ordre de 1,5 à 2 milliards de dollars par an. Mais ces montants pourront difficilement être dépensés avant deux ou trois ans, le temps d'élaborer les études et programmes d'exécution et de recevoir les fonds.

Un cercle vertueux

L'enquête et le dialogue sectoriels doivent permettre au gouvernement d'élaborer un cercle vertueux, fondé sur la rationalisation de ces quatre piliers, et faciliter dès à présent le soutien des entreprises et la relance de l'économie. Ils représentent à terme le cadre d'un réel développement inclusif.

INDEX

En français

p3. Actus du mois
p5. Immobilier : il y a péril en la demeure !
p7. Politique fiscale et développement
p9. Le président autrichien à Beyrouth à l'occasion d'un forum économique conjoint
p11. Dans un ordre mondial en mutation, des défis difficiles à relever en 2019
p13. Fadi G. Comair : On ne peut dissocier l'eau de l'énergie et de l'alimentation
p15. Lancement du Forum libano-britannique des affaires et de l'investissement
p17. Opportunités du tourisme d'affaires, expositions et congrès
p19. Le Liban renoue avec sa diplomatie économique

In English

p21. The CCIA-BML organized a «Master Class» dedicated to the new economic attachés
p23. Skills for the future: Managing transition
p24. BSO Management Academy on Maximizing the Effectiveness of Business Development Services
p24. ICC WCF council in Dubai elected Hamad Buamim as new Chair of the World Chambers Federation
p25. President Tammam Salam: «Chamber of Tripoli & North Lebanon shines with major projects»
p27. The Media to explain "CEDRE" projects and WTO accession negotiations
p28. Chamber of Saida & South Lebanon news
p29. Chamber of Zahle and Bekaa news
p31. Reduced Inequalities
p33. ZoodMall solutions for SMEs
p34. Lebanese Customs begins reform by facilitating the transport of citizens' belongings

p35. Lebanon in figures **p36.** Trainings **p37.** Conferences **p37.** Business Opportunities **p39.** Exhibitions

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Hariri au Sommet mondial des affaires : « Notre objectif pour les trois prochains mois sera de réformer »

Le Premier ministre désigné a déclaré que son objectif au cours des trois prochains mois sera de faire adopter toutes les réformes et lois nécessaires, ajoutant que la conférence CEDRE imposait la transparence et établissait toutes les mesures indispensables pour lutter contre la corruption. Saad Hariri s'est adressé à un grand nombre d'entrepreneurs et d'investisseurs libanais durant le Sommet mondial des affaires organisé le 21 décembre par Endeavour Lebanon et la Lebanese International Finance Executives (LIFE) à l'hôtel Four Seasons à Beyrouth. « Les jeunes sont l'avenir, il est temps de cesser de les pousser vers l'émigration », a déclaré Saad Hariri. « Nous avons une occasion en or de mener un travail efficace avec CEDRE et Mckinsey », a-t-il poursuivi. « Je pense qu'investir dans les femmes et les responsabiliser dans différents secteurs sera favorable au pays, et j'espère qu'un jour vous verrez une femme siéger à ma place », a-t-il ajouté. Durant l'évènement, le gouverneur de la Banque du Liban, Riad Salamé, s'est voulu rassurant en certifiant que l'équipe de la BDL œuvrait pour la protection de l'économie libanaise. « Nous mettons l'accent sur l'intégration de pratiques efficaces de gouvernance d'entreprise dans les secteurs bancaire et financier ainsi que dans le secteur privé afin de stimuler la croissance économique », a-t-il dit. « Les efforts se sont intensifiés pour renforcer le secteur privé, en particulier les petites et moyennes entreprises, qui constituent le principal moteur de l'économie libanaise », a poursuivi le gouverneur.

Accord de coopération pour renforcer les relations économiques avec la Chine

Le président des organisations économiques, Mohamed Choucair, et le président de l'Association arabo-chinoise pour la coopération et le développement, Qassim Toufaili, ont signé le 11 décembre un accord de coopération économique entre la Fédération des chambres libanaises et l'Association arabo-chinoise en présence des vice-présidents de l'Association, Pierre Khoury et Jamil Hadib, du secrétaire général Mokhtar Sleiman Haidar, du directeur des relations publiques, Issam Abdelkader, du directeur des relations économiques et des relations extérieures, Mary Habib, et du directeur des affaires techniques Nouhad Younes. L'accord vise à renforcer la coopération entre les deux parties afin de développer leurs relations économiques avec la Chine, notamment en augmentant les exportations libanaises, en tirant parti des programmes de la Route de la soie et en renforçant la communication entre les entreprises libanaises et chinoises par un échange d'informations.

Lancement du forum de l'investissement libano-émirati

Le Forum de l'investissement entre les Émirats arabes unis et le Liban s'est ouvert le 5 décembre à Abou Dhabi sous le patronage du ministre de l'Économie des Émirats arabes unis, Bin Saeed Al Mansouri, en coopération avec la Fédération des chambres libanaises de commerce et la Chambre de commerce et d'industrie d'Abou Dhabi. Ont assisté au lancement du forum en présence du ministre émirati, Al Mansouri, la large délégation économique libanaise menée par le président des organisations économiques, Mohamed Choucair, qui comprenait 100 hauts responsables de divers secteurs, dont l'ambassadeur du Liban aux EAU, Fouad Dandan, l'ambassadeur des Émirats arabes unis au Liban, Hamad Al Shamsi, le président de la Chambre de commerce et d'industrie d'Abou Dhabi, Mohammed Thani Al Rumaithi, le secrétaire général des chambres de commerce des Émirats arabes unis, Hamid Mohammed Bin Salem, le secrétaire général du Conseil des investisseurs des Émirats arabes unis, Jamal Al Jarwan et des hommes d'affaires émiratis.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

ACTUS DU MOIS

Le premier Musée du Chocolat au Moyen-Orient inauguré à Beyrouth

Le premier Musée du chocolat au Liban et au Moyen-Orient a été inauguré le 21 décembre lors d'une cérémonie organisée à Verdun (Beyrouth) sous le patronage du Premier ministre désigné Saad Hariri, représenté par la députée Roula Tabash, en présence de l'ambassadeur de Belgique au Liban, Hubert Cormann et de hauts responsables. Après que la députée Tabash eut coupé le ruban, un expert belge de l'industrie du chocolat a visité le musée, lequel comprend 350 pièces racontant l'histoire du chocolat et les progrès de cette industrie au fil des années.

À l'AUF, lancement officiel du nouveau statut d'étudiant entrepreneur au Liban

Un nouveau statut d'étudiant entrepreneur au Liban a officiellement été lancé lors d'une rencontre le 20 décembre dans les locaux de l'Agence universitaire de la francophonie (AUF) Moyen-Orient rue de Damas, en présence des lauréats de la première compétition étudiante du projet DEEL (Développement de l'entrepreneuriat étudiant au Liban), des partenaires du projet et de journalistes. « Le programme DEEL a été conçu par l'AUF pour permettre aux étudiantes et étudiants libanais de développer leurs talents et leur génie créatif, et leur ouvrir ainsi plus de perspectives d'avenir », a déclaré le directeur régional de l'AUF Moyen-Orient, Hervé Sabourin, dans son discours d'accueil. « Développé avec de très nombreux partenaires, dont le ministère de l'Enseignement supérieur libanais, RDCL-Monde, les incubateurs Berytech et Smart Esa ainsi que 15 universités, DEEL est en pleine croissance et promis à une belle réussite », a-t-il poursuivi. De son côté, le directeur général de l'Enseignement supérieur, Ahmad Jammal, a lancé officiellement le statut national étudiant entrepreneur tout en soulignant qu'il vise à « valoriser les efforts supplémentaires qu'un étudiant fait pour se lancer dans le monde entrepreneurial ».

53 journalistes tués en 2018 dans le monde

Si le journaliste Jamal Khashoggi, assassiné le 2 octobre au consulat saoudien d'Istanbul, en est l'un des symboles, cinquante-deux de ses confrères ont également été tués du fait de leur fonction du 1er janvier au 14 décembre 2018. En dressant ce bilan, le Comité de la protection des journalistes (CPJ), ONG basée à New York, précise que le nombre de journalistes tués dans les conflits (13 en 2018) se trouve au plus bas depuis 2011, et ce en raison des difficultés d'accès aux théâtres de guerre comme en Syrie ou au Yémen. En 2017, le CPJ avait recensé 47 décès dans cette profession. 18 reporters avaient été sciemment visés en représailles à leur travail. Ils sont 34 en 2018. Le 18 décembre, Reporters sans Frontières (RSF) avait quant à lui estimé à 80 le nombre de journalistes tués en 2018 intégrant dans sa liste les reporters non professionnels (13) et les collaborateurs de médias non journalistes (4). Pour RSF comme pour le CPJ, l'Afghanistan est le pays le plus meurtrier pour la profession, les deux y ayant respectivement recensé 15 et 13 morts en un an. Il détrône la Syrie (11 et 9 assassinats, selon les sources) qui était depuis 2012 considéré comme le pays le plus dangereux pour les journalistes.

PUBLICITÉ **Information Tarifs**

Surface Pub	Dimension	Prix
Page pleine	21cm L x 30cm H	$ 1,000
Demi-page	21cm L x 14.5cm H	$ 600
Quart de page	9cm L x 14.5cm H	$ 400
Manchette bas de page	19cm L x 6cm H	$ 250

Diffusion: 22 000 destinataires: chambres de commerce des pays méditer- ranéens, ambas-sades du Liban, ministères, parlementaires, ambassades étrangères, sociétés commerciales, industrielles, de services, syndicats, organisations et commissions économiques, banques.
Website: www.ccib.org.lb **Email:** econews@ccib.org.lb
Call: 1314.ext.14 | +961.1.353390.ext.14 | +961.1.353190.ext.259 / 272

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Immobilier : il y a péril en la demeure !

Sasha Bustros

Face à la désertion des expatriés et des ressortissants du Golfe et un ramollissement de la demande interne, exacerbé par la suspension en 2018 des prêts logement subventionnés par la Banque centrale, le marché de l'immobilier est quasiment à l'arrêt, faisant craindre l'effondrement d'un des piliers d'une économie déjà vacillante.

Alors que le Liban est toujours sans gouvernement, et que les craintes d'un effondrement économique sont de plus en plus vives, un secteur clé de l'économie risque de catalyser cet éventuel écroulement. L'immobilier, qui a été l'un des principaux moteurs de la dynamique économique depuis la fin de la guerre civile, ne s'est jamais porté aussi mal. Les experts sont unanimes : l'année 2018 est la pire de toutes celles qui l'ont précédées. Squelettes d'immeubles à l'abandon, piliers en béton orphelins et tours fantômes prolifèrent aux quatre coins du pays.

Après une envolée vertigineuse jusqu'en 2011, ayant vu les prix des terrains et des appartements tripler, voire quadrupler en quelques années dans certaines zones prisées, l'heure est à la stagnation depuis le début de la guerre en Syrie. Mais cette dynamique récessioniste a pris une nouvelle dimension cette année : selon les chiffres du registre foncier, le nombre de ventes a reculé de 18% au cours des dix premiers mois de 2018 tandis que la valeur des contrats conclus s'est contractée de 19% jusqu'à octobre, totalisant 6,6 milliards de dollars contre 8,1 milliards au cours de la même période de 2017.

Les nouveaux permis de construire ont suivi la même tendance, chutant de plus de 23%, en surface, sur les dix premiers mois.

Et cette réalité ne concerne pas uniquement la capitale, voire affecte davantage les banlieues et zones reculées : les ventes ont ainsi baissé, en nombre, de 23% à Baabda, 22% au Kesrouan, plus de 19% dans le Nord et à Nabatieh et de 17% dans le Metn, contre 13% à Beyrouth, selon le registre foncier.

En valeur, la contraction est même plus ample : -29% dans le Nord et -24% dans le Kessrouan, dénotant ainsi une baisse des prix en sus du recul des transactions.

Pour les nouveau permis de construire, la région du nord a, elle, affiché la diminution la plus importante en nombre (-20%), tandis qu'en surface, Beyrouth a connu la contraction la plus prononcée (-50%), suivie du Mont-Liban (-28%).

Quelles causes à cette chute libre ?

Outre la baisse de la demande interne, liée aux retombées des crises politiques à répétition au cours des sept dernières années à l'ombre du conflit voisin, c'est la désertion des expatriés et de la riche clientèle arabe du Golfe qui a asséné le coup de grâce au secteur immobilier.

Cette demande externe, à l'origine

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

de l'euphorie des années 2000, s'est fortement contractée, voire a muté en offre (liquidation des biens détenus au Liban) en raison de l'instabilité politique et sécuritaire mais aussi de la chute des cours mondiaux de pétrole à partir de la mi-2014. Elle a également reculé à la faveur de la dévaluation de certaines monnaies nationales dans des pays accueillant une importante diaspora libanaise, comme au Nigéria où le taux de change naira/dollar a bondi de moins de 200 à la mi-2016 à désormais plus de 360.

Quant à la demande locale, déjà atone, elle s'est ramollie davantage suite à la décision prise par la Banque centrale début 2018 de suspendre ses subventions aux banques qui leur permettaient d'octroyer aux ménages modestes des prêts à des taux d'intérêt réduits.

Cette politique avait profité à plus de 130 000 Libanais depuis son introduction et soutenu l'activité immobilière en dépit des contretemps conjoncturels.

> LES EXPERTS SONT UNANIMES : L'ANNÉE 2018 EST LA PIRE DE TOUTES CELLES QUI L'ONT PRÉCÉDÉES

La suspension, jusqu'à nouvel ordre, des prêts subventionnés s'est accompagnée, en parallèle, d'une hausse des taux d'intérêt - qui culminent à 10% - dopée par l'instabilité politique et les craintes d'une dévaluation monétaire, notamment après la démission surprise depuis l'Arabie saoudite du Premier ministre Saad Hariri, suivie par la vacance gouvernementale actuelle.

Résultat : des milliers d'appartements ne trouvent pas acquéreur tandis que des projets amorcés au début de la crise politique ont été gelés.

Selon le cabinet de conseil en immobilier Ramco, quelque 3 600 appartements restent à ce jour invendus dans le seul Beyrouth administratif.

Une réalité perceptible à l'œil nu. En face du port, un immeuble de luxe baptisé « La Côte » comporte 21 appartements de 500 m2 chacun destinés notamment aux expatriés et aux ressortissants du Golfe. Depuis sa mise sur le marché en 2014, seules deux unités ont été vendues, contraignant le propriétaire à céder huit appartements en contrepartie de l'effacement de sa dette qu'il avait concoctée en 2009 auprès d'une banque locale.

Une dizaine de mètres plus loin, un autre projet est à l'arrêt depuis deux ans. Seule la structure en béton de l'immeuble est achevée. Afin de débloquer la situation, le prix de vente a été réduit de 20% mais cela n'a eu aucun effet, révélant une perte de confiance totale parmi les consommateurs, de plus en plus prudents et attentistes.

Dans le centre de la capitale, le projet « Beb Beirut » se résume depuis mi-2015 à des fondations en béton. Le projet a été totalement gelé en attendant de voir comment la situation va évoluer.

Face au cumul des invendus et des projets gelés, certains craignent un effondrement de l'immobilier qui se répercuterait, par ailleurs, sur le secteur bancaire, autre pilier de l'économie libanaise.

Des retards de paiement et des réechelonnements de dette immobilière ont déjà eu lieu : les constructeurs et les acheteurs doivent rembourser environ 21 milliards d'euros aux banques, soit plus du tiers des crédits du secteur privé.

> QUELQUE 3 600 APPARTEMENTS RESTENT À CE JOUR INVENDUS DANS LE SEUL BEYROUTH ADMINISTRATIF

Pour éviter un scénario catastrophe, des banquiers et des sociétés immobilières ont décidé de faire front commun : ils ont lancé en octobre « Legacy One », une plateforme d'investissements de 250 millions de dollars avec pour objectif d'acheter plus de 200 appartements dans le Grand-Beyrouth et de les revendre sur les marchés étrangers, notamment aux expatriés.

Quelques 90 immeubles ont déjà été identifiés à cette fin dans la capitale.

Les investissements prévus représentent toutefois moins de 10% du total des invendus dans la seule capitale, estimés à trois milliards de dollars.

Cette plateforme risque, en outre, de ne réaliser que partiellement l'objectif escompté. Certains estiment d'ailleurs qu'il s'agit d'une initiative qui maquille les faillites en cours ou potentielles.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Politique fiscale et développement

Roger Khayat

Comprendre l'économie[1] ! L'entrepreneur est le premier concerné. L'homme d'État l'est encore plus car les politiques publiques régulent le progrès de la vie nationale. Malheureusement, pour la majorité des responsables, l'économie est une réalité qui échappe au politique. Chômage et crises sont une fatalité dont il faut s'accommoder. Il suffit de contrôler l'inflation. ECONEWS, en tant qu'« outil » de l'entrepreneur, se devait d'examiner certaines situations sans s'arrêter aux lieux communs, aux paradigmes contestables, bref, d'aller au fond des choses.

La politique fiscale est le pilier le plus important de la gestion publique. Celle-ci est à ma connaissance très limitée au Liban. En fait le souci a toujours été ailleurs ; l'instauration de la TVA pour renflouer les recettes de l'État ou d'un flat rate de 10% pour encourager l'investissement et réduire la fuite fiscale, la réduction des droits de douane à leur simple expression pour se soumettre au paradigme de l'ouverture.

Les impôts et les taxes sont confirmés ou modifiés d'une année à l'autre par le budget soumis au vote du Parlement. Selon la constitution libanaise, la décision d'imposer les citoyens relève de la Chambre des députés, toute recette fiscale nécessitant une loi.

Avant les années 90, le Liban vivait sous le régime de l'impôt progressif qui exonère de taxes les tranches les plus basses avec un plafond de 42% pour les revenus les plus élevés. Il s'est malheureusement révélé peu efficace en raison d'un contrôle trop laxiste des contribuables.

Les principales recettes de l'État provenaient des taxes douanières. La négociation avec l'Union européenne et l'adoption de l'accord d'association (signé en 2002) a encouragé l'État à les réduire et même, dans de nombreux cas, à les abroger. L'administration a en même temps introduit la TVA en compensation de la perte des droits de douane.

Le résultat fut l'effritement de l'industrie et de l'agriculture, deux secteurs qui ne représentent plus à eux deux que 15% du PIB.

Critères de taxation

Les principes qui gouvernent la détermination des impôts et des taxes relèvent de la bonne gestion de la chose publique. Ils consistent à :

- Assurer le financement de l'État. La pression fiscale correspond aux choix budgétaires qui déterminent les dépenses assumées par l'État dans l'intérêt général. En plus des activités régaliennes (défense, justice, relations extérieures, etc.), un certain nombre de services peuvent être confiés à l'administration ou partagés avec le secteur privé (éducation, santé, chômage, retraite, etc.). Au Liban, la pression fiscale, qui correspond au budget des dépenses (27 000 milliards de livres), est de l'ordre de 34% en incluant le déficit. Ce taux se rapproche de celui des pays avancés

alors que le service public est nettement moins développé au Liban. Il serait donc néfaste de considérer une majoration de la fiscalité qui serait théoriquement impossible vu le rapport prélèvement/services (Laffer curve).

- Réduire les inégalités entre les citoyens. D'éminents économistes, la plupart lauréats du prix Nobel, s'expriment depuis quelques années sans relâche sur cette question (Joseph Stiglitz, Paul Krugman, Thomas Piketty, et bien d'autres) qui a des implications sur tous les plans ; économique, social, moral, etc.

Dans une économie de marché, la politique fiscale est l'outil le plus efficace pour assurer une certaine égalité. Cet objectif doit primer sur tous les autres.

Les mouvements de protestation spontanés ou téléguidés que l'on

1 Cf. EcoNews 82 p.7 « *La propension a consommer dans l'économie libanaise* », + EcoNews 83 p.7 « *L'équilibre économique et la formation du capital technique* » + EcoNews 84 p.7 « *Anticipation, investissement et croissance* » + EcoNews 85 p.7 «*Emploi et revenu*» + *Econews 86 p.7 «La Monnaie»* + EcoNews 87 p.7 «*Politique des échanges et développement*».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

constate portent les germes des révolutions à venir. Seul un sentiment de justice peut cimenter la paix et assurer la prospérité.

> DANS UNE ÉCONOMIE DE MARCHÉ LA POLITIQUE FISCALE EST L'OUTIL LE PLUS EFFICACE POUR ASSURER UNE CERTAINE ÉGALITÉ. CET OBJECTIF DOIT PRIMER SUR TOUS LES AUTRES.

- Stabiliser le circuit économique. La réduction des inégalités est aussi source de progrès. C'est un fait que les classes moyenne et inférieure dépensent l'ensemble de leurs revenus, contrairement aux franges privilégiées qui n'en dépensent qu'une fraction, en grande partie à l'extérieur du pays et/ou sur des produits importés. Plus le déséquilibre est grand plus les tensions récessionnistes grandissent avec leur lot de désinvestissement, chômage et émigration des forces vives de la nation.

- Confirmer la stabilité fiscale. Les investisseurs, surtout étrangers, sont très sensibles à la variation des taux d'imposition et autres mesures fiscales. Ils anticipent généralement des conditions beaucoup plus dramatiques que celles que l'État se propose d'instaurer. C'est pourquoi il vaut mieux sacrifier des rentrées ou des améliorations à court terme et opérer le changement de façon imperceptible. Il faut surtout le faire en période de croissance pour que la profitabilité escomptée empêche la désaffection de l'investisseur.

Revenu citoyen

On en parle depuis quelques années. Le nouveau gouvernement italien l'a mis dans son programme. Il est aujourd'hui question d'un revenu citoyen européen. L'idée est que la citoyenneté donne le droit inconditionnel à une vie décente.

Le revenu citoyen constitue un droit basique dont peuvent bénéficier tous ceux qui n'ont pas de revenu ou ont des rentrées insuffisantes par rapport au potentiel du pays.

L'idée mérite une attention particulière car elle élimine en théorie la pauvreté sans coût énorme, même pour les pays émergents dont le budget prévoit un poste important pour les questions sociales.

> IL SERAIT NÉFASTE DE CONSIDÉRER UNE MAJORATION DE LA FISCALITÉ QUI SERAIT THÉORIQUEMENT IMPOSSIBLE VU LE RAPPORT PRÉLÈVEMENT/ SERVICES.

La Chambre de Commerce d'Industrie et d'Agriculture
de Beyrouth et du Mont-Liban

VOUS SOUHAITE UN

Joyeux Noël

ET UNE BONNE ANNÉE 2019

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Le président autrichien à Beyrouth à l'occasion d'un forum économique conjoint

Marilyne Jallad

Alexander Van Der Bellen a effectué sa première visite officielle au pays du Cèdre dans le cadre de ce sommet organisé par la section commerciale de l'ambassade d'Autriche au Liban.

Lors de son séjour, le dirigeant autrichien a rencontré son homologue Michel Aoun et le président du Parlement, Nabih Berri. Les discussions ont porté principalement sur les relations bilatérales, la conjoncture dans la région et le dossier des déplacés syriens. Il s'est aussi rendu dans le sud du pays, dans la localité de Naqoura, où il a visité le contingent autrichien opérant au sein de la Finul et a tenu une réunion avec le chef de la Finul, le général Stefano Del Col.

Avant de repartir dans son pays, le dirigeant autrichien a fait honneur de sa présence en assistant au Forum des affaires libano-autrichien qui a eu lieu à l'hôtel Phoenicia le 13 décembre en présence de plusieurs figures économiques libanaises et autrichiennes.

Ce forum a été organisé par Advantage Austria, la section commerciale de l'ambassade autrichienne, représentée par la conseillère commerciale pour la Jordanie, le Liban, la Syrie et l'Irak, Isabel Schmiedbauer qui a modéré les débats de cette rencontre qui avait pour ambition d'encourager le commerce bilatéral et de renforcer les relations entre les deux pays et leurs entreprises.

Dans son allocution, le président autrichien a rappelé la résilience de l'Autriche et en particulier de son secteur privé. Il a également mentionné un plan d'investissement dans les secteurs notamment de l'eau, des eaux usées et de l'électricité dans lesquels les entreprises autrichiennes ont un avantage compétitif. Il a aussi affirmé que les relations économiques de son pays avec le Liban devaient être renforcées. « Le Liban a réussi à relever les défis qui l'entourent grâce à sa diversité, son pluralisme et sa démocratie », a-t-il poursuivi louant « l'esprit créatif en toutes circonstances » du peuple libanais. Le chef d'État a clôturé son intervention en saluant les relations bilatérales entre son pays et le Liban, soulignant la nécessité de les développer, et lui souhaitant la sécurité et la stabilité en dépit des crises de voisinage.

À son tour, le ministre sortant d'État pour la Lutte contre la corruption, Nicolas Tueni, représentant Michel Aoun, a affirmé que le Liban compte sur la visite du président autrichien pour consolider les relations économiques bilatérales, promouvoir les valeurs culturelles et resserrer les liens amicaux entre les deux pays. Le ministre

Officiels autrichiens et libanais dont le député Neemat Frem entourant le chef de l'Etat autrichien, Alexander Van Der Bellen .

Le président autrichien en compagnie du vice-président de la CCIA-BML.

a rappelé que « le Liban lutte toujours face aux crises économiques en dépit de la présence sur son territoire d'un million et demi de réfugiés syriens, qui constituent 40% du nombre des habitants du pays ». Il a aussi affirmé que cette crise a eu des effets négatifs sur le Liban, notamment sur le plan socio-économique. Une crise qui a provoqué, selon le ministre, la hausse du taux de la pauvreté et du chômage pour atteindre environ les 25%. En outre, il a remercié le gouvernement autrichien pour sa participation à la Finul et pour son soutien au Liban dans le contexte de la crise des refugiés syriens.

L'Autriche un pays modèle aux succès multiples

Le forum a été ouvert par le vice-président de la Chambre économique fédérale autrichienne, Richard Schenz, ainsi que par Nabil Fahed, le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont Liban.

« Nous sommes impatients de développer de solides relations commerciales avec l'Autriche, un pays modèle de succès à tous les niveaux, qu'il soit politique, économique, social, culturel ou environnemental », a déclaré Nabil Fahed. Le vice-président de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a ensuite salué la résilience de

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

l'Autriche. « En dépit des problèmes de réfugiés et d'immigration en Europe, l'Autriche a réussi à surmonter la crise, à réaliser une forte croissance économique, à réduire le chômage et à atteindre l'un des plus hauts standards de vie au monde ».

À propos des relations économiques bilatérales entre le Liban et l'Europe, et l'Autriche en particulier, le responsable a appelé à renforcer les échanges commerciaux déplorant que l'accord d'association signé en 2002 avec l'Union européenne ne soit pas très avantageux pour Beyrouth. Le Liban garde toutefois une grande résilience a ensuite assuré le responsable de la Chambre qui s'est dit optimiste quant à l'avenir. Il a ainsi assuré que le Liban jouerait un rôle important dans la reconstruction de la Syrie invitant l'Autriche à investir dans les projets d'infrastructures liés à CEDRE via des partenariats public-privé. Nabil Fahed a aussi mis en avant les avantages de la Zone économique spéciale de Tripoli. Il a enfin souhaité que « cette visite soit un prélude à des échanges accrus et des visites bilatérales entre les secteurs privés des deux pays ».

Le député Neemat Frem, PDG du groupe Indevco, a quant à lui donné un aperçu des opportunités commerciales émergentes au Liban et dans la région. « Le Liban a de nombreux atouts », a lancé le responsable se disant optimiste pour l'avenir du pays du Cèdre sur le long terme.

Notons que ce Forum a été suivi de réunions inter-entreprises organisées entre les sociétés autrichiennes et des représentants du secteur privé libanais.

Les sociétés représentant la partie autrichienne qui étaient présentes sont notamment actives dans les secteurs des énergies renouvelables, les équipements industriels, les produits pharmaceutiques, les équipements médicaux, l'ingénierie, les infrastructures de transport, le commerce, les logiciels et l'informatique, ainsi que dans les infrastructures touristiques.

Échanges commerciaux entre le Liban et l'Autriche

Les relations libano-autrichiennes au niveau des échanges commerciaux ne reflètent pas la profondeur du lien entre les deux pays. La valeur maximale des exportations libanaises vers l'Autriche a été atteinte avec 4,5 millions de dollars en 2012. La valeur la plus élevée des importations libanaises en provenance d'Autriche s'élevait à 85,7 millions de dollars en 2013.

Balance commerciale entre le Liban et l'Autriche

La balance commerciale entre le Liban et l'Autriche est déficitaire en faveur de l'Autriche depuis 1995. Le déficit a atteint une valeur record en 2013 de 83 millions de dollars.

Notes sur les échanges commerciaux entre le Liban et l'Autriche

- Les exportations libanaises vers l'Autriche se caractérisent par une diversification limitée : la valeur des exportations de 4 chapitres douaniers de biens représentait 62% du total des biens exportés en 2017.
- La diversité des importations libanaises en provenance d'Autriche est limitée et les importations de deux catégories de marchandises en douane représentaient 36% du total des marchandises importées d'Autriche en 2017.
- Selon les échanges commerciaux entre les deux pays en 2017, la part des importations de produits animaux et agricoles et de l'industrie alimentaire autrichienne s'élevait à environ 11,5 millions de dollars, soit 15% du total des importations libanaises et 15% du total des importations libanaises en provenance de tous les pays.
- La part des exportations de produits animaux et agricoles et de l'industrie alimentaire vers l'Autriche s'élevait à environ 1,1 millions de dollars représentant 61% du total des exportations libanaises, mais 24% du total des exportations libanaises vers tous les pays.

ECHANGE COMMERCIAL ENTRE LE LIBAN ET L'AUTRICHE (en millions de U.S. $)

	Exports	%	Import	%	Balance commerciale	Total des exportations	Total des importations
2002	0.3	0.0%	28.7	0.4%	-28.4	1,045	6,445
2003	0.4	0.0%	33.1	0.5%	-32.7	1,524	7,168
2004	0.4	0.0%	37.6	0.4%	-37.2	1,747	9,397
2005	0.4	0.0%	42.8	0.5%	-42.4	1,880	9,340
2006	0.7	0.0%	40.5	0.4%	-39.8	2,283	9,398
2007	0.8	0.0%	50.7	0.4%	-49.9	2,816	11,815
2008	1.0	0.0%	67.3	0.4%	-66.3	3,478	16,137
2009	0.7	0.0%	79.7	0.5%	-79.0	3,484	16,242
2010	0.7	0.0%	82.8	0.5%	-82.1	4,253	17,964
2011	1.5	0.0%	79.9	0.4%	-78.4	4,265	20,158
2012	4.5	0.1%	75.5	0.4%	-71.0	4,483	21,280
2013	2.7	0.1%	85.7	0.4%	-83.0	3,936	21,228
2014	3.7	0.1%	85.5	0.4%	-81.8	3,313	20,494
2015	1.9	0.1%	77.8	0.4%	-75.9	2,952	18,069
2016	2.0	0.1%	77.2	0.4%	-75.2	2,977	18,705
2017	1.8	0.1%	73.4	0.4%	-71.6	2,844	19,582
2018*	1.3	0.1%	67.4	0.4%	-66.1	2,199	15,156

*** 9 premiers mois**

Relations bilatérales

Les relations entre le Liban et l'Autriche ont été traduites dans l'accord sur la promotion et la protection des investissements mutuels en 2002.

Source : Centre d'études et de recherche (CER) de la Chambre de commerce de Beyrouth

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Dans un ordre mondial en mutation, des défis difficiles à relever en 2019

Lors d'une conférence à l'hôtel Four Seasons, les experts du Centre Carnegie pour le Moyen-Orient évoquent des perspectives difficiles pour la région en 2019.

Le Centre Carnegie pour le Moyen Orient a organisé le 6 décembre une conférence intitulée « Un ordre mondial en mutation : à quoi s'attendre en 2019 », à l'hôtel Four Seasons à Beyrouth. Près de 400 personnes ont pris part à une série de tables rondes portant sur la politique régionale, la cyberguerre ou encore le rôle de la Chine au Moyen-Orient. Ont notamment figuré parmi les participants l'ambassadeur William J. Burns, président de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, le député Nabil de Freige, le vice-président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Nabil Fahed, d'anciens officiers de l'armée libanaise ainsi que des étudiants, des journalistes et des universitaires.

« Les États arabes n'ont plus le luxe de sortir de leurs problèmes économiques et sociaux »

La directrice du Centre Carnegie pour le Moyen-Orient Maha Yahya a donné le coup d'envoi de cette riche journée en évoquant des perspectives difficiles pour le Moyen-Orient au cours de la prochaine année.

« Dans toute la région, nous assistons à une augmentation de l'ampleur et de la profondeur des violations des droits de l'homme », a déclaré Maha Yahya ajoutant que le Moyen-Orient était devenu un échiquier pour les rivalités géopolitiques et régionales. « Des défis très difficiles nous attendent », a-t-elle ajouté, avec des processus allant de la formation du gouvernement au Liban à la guerre en Syrie « pris en otage dans ce bras de fer géopolitique ».

Un son de cloche partagé par Marwan Muasher, vice-président des études à la Fondation Carnegie pour la paix internationale. « Depuis la conférence de l'année dernière, des événements majeurs ont secoué la région. Les États-Unis ont mis en œuvre une série de décisions préjudiciables affectant négativement le conflit israélo-arabe, notamment en déplaçant l'ambassade américaine à Jérusalem, en coupant l'aide à l'UNRWA et en essayant d'éliminer unilatéralement les deux questions clés de Jérusalem et des réfugiés de la table des négociations », a-t-il déclaré.

L'analyste a poursuivi en assurant que « les répercussions de l'assassinat brutal et horrible de Jamal Khashogji se font encore sentir dans toute la région ». Quant à l'inimitié entre l'Arabie saoudite et l'Iran, elle a provoqué selon lui « la catastrophe humanitaire au Yémen que nous voyons tous ». Marwan Muasher dit ne pas voir encore les conséquences des sanctions américaines contre l'Iran. Quant à « la baisse des prix du pétrole, elle marque le début de la fin de l'autoritarisme et des derniers hoquets de l'État rentier et des anciens contrats sociaux de la région », a-t-il prévenu.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Un point de vue que soutient aussi fortement Maya Yahya qui assure que la fin de l'ère pétrolière empêche désormais les États arabes de continuer de bénéficier seulement d'une rente pétrolière. « Ils n'auront plus le luxe de fermer les yeux sur leurs problèmes économiques et sociaux », a-t-elle dit.

> LE FAIT QUE LES SOULÈVEMENTS DE 2011 AIENT ENTRAÎNÉ PEU DE CHANGEMENTS POSITIFS DANS LA PLUPART DES SOCIÉTÉS ARABES TOUCHÉES LAISSE PRÉSAGER DE NOUVEAUX SOULÈVEMENTS

« Les suppressions d'emplois dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre au Moyen-Orient vont s'accélérer d'ici 2030, 45% des emplois existants pouvant être automatisés. Pour une région déjà touchée par des taux de chômage élevés, en particulier parmi les populations les plus jeunes, cela pourrait avoir un impact dévastateur si les gouvernements ne s'y attaquaient pas de manière adéquate. Les États arabes devront absorber un grand nombre de jeunes dans leurs économies en leur offrant des emplois intéressants », a-t-elle expliqué citant un rapport récent de McKinsey & Company. « Le fait que les soulèvements de 2011 aient entraîné peu de changements positifs dans la plupart des sociétés arabes touchées laisse présager de nouveaux soulèvements », a prédit la directrice du Centre Carnegie pour le Moyen-Orient.

Beaucoup d'incertitudes pèsent sur les équilibres régionaux

« Sous la présidence Trump, les décisions de politique étrangère ont eu un impact déstabilisateur. Le retrait unilatéral du Plan d'action global commun, l'accord sur le nucléaire avec l'Iran, approuvé par le Conseil de sécurité des Nations-Unies, n'en est qu'un exemple. Citons également le retrait des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat, la menace d'une guerre commerciale incontrôlée avec la Chine, ainsi que la possibilité que les États-Unis se retirent de l'accord de maîtrise des armements conclu avec la Russie», a continué Maha Yahya.

À son tour, le président de la Fondation Carnegie pour la paix internationale, l'ambassadeur William J. Burns, a prononcé un discours dans lequel il a décrit le rôle de Washington dans un nouvel ordre mondial caractérisé par une rivalité entre grandes puissances et nombre de défis transnationaux.

William J. Burns, qui a occupé les fonctions de secrétaire d'État et d'ambassadeur en Russie au cours de ses trente ans de carrière diplomatique, a notamment critiqué le fait que la diplomatie américaine se soit « evidée » de son sens premier sous l'administration Trump au profit d'une diplomatie du tweet. « Dans ce paysage international transformé - plus contesté, plus encombré et plus compétitif - la diplomatie doit compter plus que jamais », a défendu avec force le diplomate américain.

Interrogé sur les perspectives d'une solution américaine au conflit israélo-arabe, William Burns a déclaré qu'il « n'était pas optimiste », ajoutant qu'il craignait que la mort de la solution de deux États ne provoque « beaucoup de dommages collatéraux dans la région, non seulement pour les Palestiniens et leurs aspirations légitimes, mais également pour leurs voisins immédiats, notamment le Liban et la Jordanie ».

Bien que le Liban n'ait pas été au centre de la conférence, les orateurs ont évoqué les conséquences de l'évolution de la situation mondiale sur le Liban. Interrogé sur la question de savoir si « l'échiquier » de l'escalade des rivalités géopolitiques et régionales avait atteint le Liban, Jarrett Blanc, haut responsable de la Fondation Carnegie pour la paix mondiale, a clairement répondu : « Il n'a jamais quitté le Liban ».

Bienvenue à *ECO*NEWS

Enregistrez-vous et recevez gracieusement votre copie digitale.

Envoyer un email à :

Econews@ccib.org.lb
Indiquer s.v.p.
Prénom, Nom
Institution
Adresse email
Téléphone

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Fadi G. Comair : On ne peut dissocier l'eau de l'énergie et de l'alimentation

Marilyne Jallad

En ce début d'année 2019, Econews a souhaité donner la parole à Fadi G. Comair, président de MEDURABLE et président d'honneur du Réseau méditerranéen des organismes de bassin (Remob) afin qu'il nous parle d'hydrodiplomatie, un concept qui mise sur le partage équitable de l'eau entre pays riverains.

Quelle a été la thématique en 2018 du colloque que vous co-organisez avec le Sénat ?

Après le succès des trois colloques Hydro diplomatie et Changement climatique pour la paix au Moyen-Orient, sur l'Oronte en 2015, le Jourdain en 2016 et le Nil en 2017, l'initiative a été reconduite pour sa quatrième année consécutive le 10 décembre 2018 au Palais du Luxembourg à Paris. À cette occasion, J'étais accompagné du ministre sortant de l'Énergie et de l'Eau, César Abi-Khalil avec pour thème cette année : « Hydro diplomatie et Changement climatique pour la paix en Mésopotamie : cas du bassin du Tigre et de l'Euphrate.» Je profite de vos colonnes pour rappeler que ce colloque est une initiative signée Olivier Cadic, Sénateur représentant les Français établis hors de France.

D'où vient l'hydrodiplomatie ?

Dans les négociations sur le partage des eaux de bassins transfrontaliers au Moyen-Orient auxquelles j'ai participé, j'ai vite compris que ce n'était ni seulement un travail d'ingénieur, ni seulement un travail de diplomate. J'ai voulu trouver un concept qui pouvait favoriser la culture du dialogue, avec le partage équitable de l'eau entre pays riverains. Je me suis appuyé sur des ossatures de gouvernance, telle que la convention des Nations unies de 1997 sur les cours d'eau [entrée en vigueur en 2014, elle crée un cadre juridiquement contraignant pour la coopération interétatique sur les questions relatives à l'eau, ndlr]. Cela nécessite des synergies politiques, diplomatiques, financières, des efforts de tous les pays riverains afin de préserver cette ressource essentielle. C'est un triptyque : on ne peut dissocier l'eau de l'énergie et de l'alimentation.

Quelle est la définition de ce triptyque ?

Le « Nexus Eau-Energie-Alimentation » est une approche globale pour un problème global. Elle permet de traiter les problématiques de chacun des trois domaines du Nexus en intégrant ses corollaires dans les deux autres domaines, ce qui permet de s'affranchir des limitations qu'imposent forcément la concentration sur une seule approche, et ce à diverses échelles. Cette approche repose sur un constat simple : la ressource en eau se raréfie, alors que l'intensification des exploitations d'hydrocarbures, l'augmentation de la population et des besoins de l'agriculture imposent une pression croissante sur les ressources hydriques. C'est un concept qui allie donc le travail diplomatique avec l'expertise en matière de planification de projets hydrauliques, via la création d'une coopération régionale. Le but est de créer une dynamique de développement économique au niveau du bassin transfrontalier. Une grande place est également allouée à l'utilisation des eaux non conventionnelles - dessalement, recyclage des eaux usées… - qui permet un apport d'eau supplémentaire pour satisfaire la demande de tous les secteurs d'utilisation.

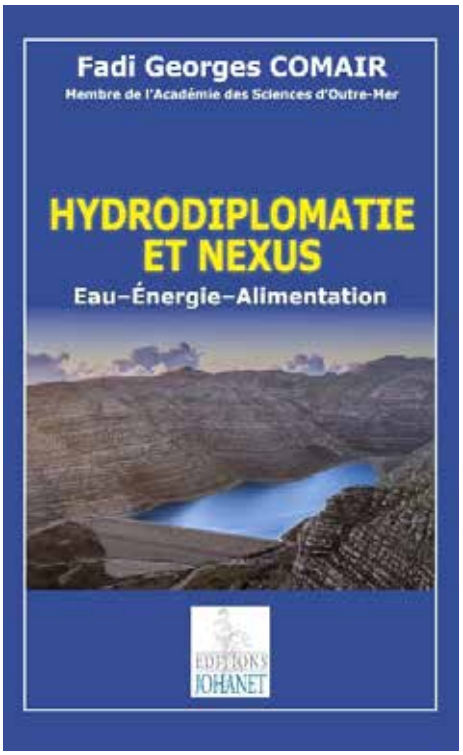
THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Comment dépasser les conflits dont le partage de l'eau est au cœur ?

Il faut impérativement que les projets soient gagnant-gagnant, c.à.d. avec un partage équitable entre les pays avec une répartition par secteurs d'utilisation. Pour info, au Moyen-Orient, 80 % de l'eau renouvelable va à l'irrigation. On peut diminuer ce taux à 50 %, grâce à des technologies comme le goutte-à-goutte. Le bassin du Jourdain est géré par cinq pays riverains : le Liban et la Syrie en amont, puis la Jordanie, Israël et la Palestine. L'idée, c'est de les réunir autour d'une table et de créer une agence régionale du bassin transfrontalier. Il faut également mobiliser des fonds, entre 1 et 2 milliards de dollars, en s'appuyant sur la Banque mondiale, l'UE et des partenariats public-privé. C'est donc à travers l'hydrodiplomatie que nous concrétiserons la paix hydrique.

Dans votre nouvel ouvrage intitulé « Hydrodiplomatie et Nexus » vous mettez en garde les sociétés incapables de gérer leurs ressources naturelles en donnant l'exemple des Mayas. Qu'en est-il précisément?

Effectivement l'histoire des Mayas est un cas pratique de l'interconnexion entre les composantes du nexus qui réside dans les théories les plus récentes concernant leur disparition. Effectivement, la chute de cette brillante civilisation serait liée à une réaction en chaine au sein du triptyque eau-énergie-alimentation. Les recherches archéologiques montrent que le goût immodéré des Mayas pour l'usage du stuc demandait une grande consommation de bois et donc d'énergie (défrichement de grandes étendues de forêts). De plus, la civilisation Maya reposait particulièrement sur la culture du Maïs, très consommatrice d'eau. Toutefois la sècheresse a conduit aux pénuries et a des manques en termes d'alimentation, entrainant également des troubles sociaux. Justement cette histoire des Mayas illustre parfaitement ce qui attend une societé incapable de gérer ses ressources naturelles. Un lien intime existe dans toute societé passée ou présente, entre l'eau, l'énergie et l'alimentation. Le manque d'eau affecte la production d'énergie et l'agriculture, donc l'alimentation. Le manque d'énergie affecte l'alimentation en eau et l'approvisionnement en vivres, tandis que sans ressources alimentaires, nulle societé ne peut perdurer. Ces éléments sont donc vitaux à la stabilité et à la sécurité de toute societé.



L'hydrodiplomatie en un regard

L'hydrodiplomatie est un outil au service de la construction d'une gestion intégrée des ressources en eau, nationale et transnationale, selon un modèle coopératif, loin de la logique fragmentée, sécuritaire ou hégémonique qui compromet de plus en plus le développement socio-économique de nombreux pays. L'hydrodiplomatie veut construire une nouvelle forme de gouvernance qui porte l'ambition de construire la paix, un processus pour la prévention, la médiation et la résolution des conflits sur l'eau. Il s'agit d'exclure toute forme de domination d'un pays sur l'autre, d'éloigner la militarisation de l'accès aux sources d'eau et de repousser le concept de gestion sécuritaire ou hégémonique de la ressource. Pour parvenir à ses fins, l'hydrodiplomatie mobilise à la fois l'expertise technique et la diplomatie. Elle associe les diplomates, les experts scientifiques, les académiciens, les décideurs politiques au niveau des bassins transfrontaliers, afin de parvenir à un partage équitable et à une utilisation raisonnable de l'eau en vue d'aboutir à une situation de succès mutuels, de type «gagnant-gagnant », entre pays et régions riveraines.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Lancement du Forum libano-britannique des affaires et de l'investissement

Une conférence a eu lieu le 12 décembre à Londres pour présenter les opportunités de la conférence internationale CEDRE au secteur privé britannique. Le Premier ministre Saad Hariri a fait le déplacement à la tête d'une importante délégation économique et commerciale.

Ce forum s'est tenu alors que ...le Royaume-Uni, en plein Brexit, reprend le contrôle de sa politique commerciale et cherche à élargir ses relations d'affaires avec le monde entier.

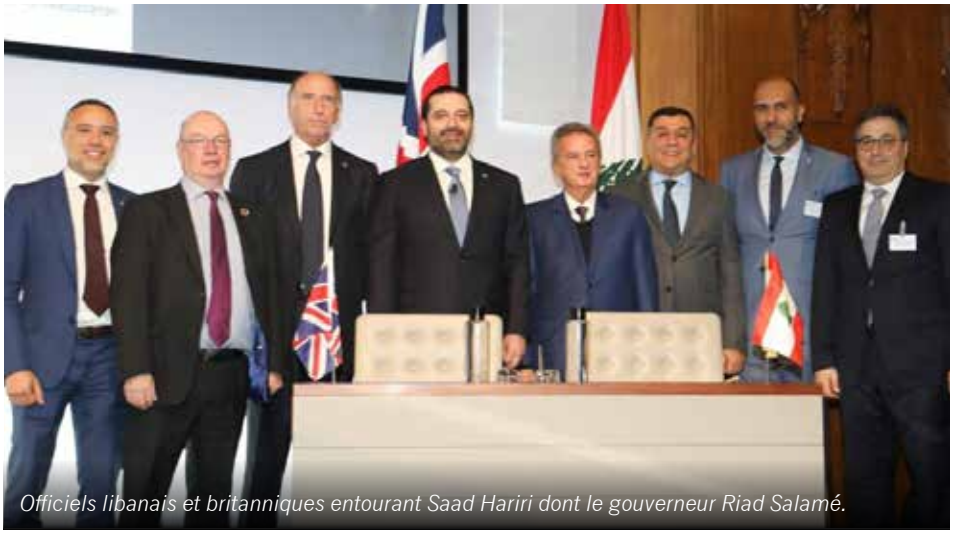
À Londres, le Premier ministre désigné était accompagné d'une délégation d'envergure qui comprenait les ministres sortant des Affaires étrangères, Gebran Bassil, de l'Économie et du Commerce, Raed Khoury, de l'Énergie et de l'eau, César Abi Khalil, de la Culture, Ghattas Khoury, le gouverneur de la Banque du Liban (BDL), Riad Salamé, le maire de Beyrouth, Jamal Itani, le secrétaire général du Haut Conseil de la privatisation et des partenariats public-privés (HCPP), Ziad Hayek, le président des organisations économiques, Mohamed Choucair, le président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, le président du Conseil économique et social (CES), Charles Arbid, le président du Lebanese Global Investors, Jacques Sarraf, le dirigeant de la Middle East Airlines (MEA), Mohammad El Hout, et le président de l'ALUMNI de HEC, Nicolas Boukather.

Hariri appelle les Britanniques à investir au Liban

Dans son allocution, le Premier ministre désigné a mis l'accent sur la nécessité pour le Liban de poursuivre l'application des réformes exigées par CEDRE, ce qui lui permettra d'attirer très bientôt un plus grand nombre d'investisseurs.

Saad Hariri a par ailleurs appelé les investisseurs britanniques à faire confiance au Liban. Il a également assuré que « le retard dans la formation du gouvernement n'avait pas arrêté le progrès dans l'application des projets et réformes de la conférence CEDRE », appelant les hommes d'affaires britanniques à investir au Liban, malgré l'instabilité régionale et le vide gouvernemental. « Nous devons tous être prêts pour cette nouvelle phase afin de bénéficier des investissements et opportunités professionnelles qui se présentent à nous », a-t-il dit. « Ce forum va marquer le début d'une nouvelle page dans les relations professionnelles et d'investissement libano-britanniques », a ajouté le dirigeant.

Saad Hariri.


Officiels libanais et britanniques entourant Saad Hariri dont le gouverneur Riad Salamé.

Le responsable a ensuite assuré que le nouveau gouvernement « sera fermement engagé » à appliquer les réformes prévues par la conférence CEDRE, notamment les réformes fiscales. Il a toutefois affirmé que l'économie libanaise était « soumise à une forte pression » en raison des troubles régionaux, et que « les défis socio-économiques du Liban sont aggravés par la présence d'un million et demi de réfugiés syriens » sur son sol.

Saad Hariri a appelé les investisseurs britanniques à « venir visiter le Liban afin d'y rencontrer [ses] talents, [ses] esprits créatifs, de ressentir l'énergie de son secteur privé et de [ses] entrepreneurs »,

ajoutant que la Zone économique spéciale (ZES) de Tripoli constituait « la plate-forme idéale pour les fabricants britanniques pour exporter vers la région ».

De son côté, le ministre sortant des Affaires étrangères, Gebran Bassil, a déclaré que « le Liban est une nation de libertés et de sécurité pour son peuple et ses hôtes ». « Notre pays a toujours été une source de mauvaises nouvelles, mais aujourd'hui nous sommes là avec Saad Hariri pour vous envoyer un message positif, pour vous inviter à avoir confiance en notre pays », a-t-il ajouté.

« Les Libanais, résidents ou émigrés, racontent une vraie success story », a-t-il dit. « Ils font preuve d'une résilience de très haut niveau pour faire face aux guerres et aux difficultés, par exemple à la présence d'un grand nombre de réfugiés dans leur pays ». Et de poursuivre : « Tout cela prouve la capacité des Libanais à surmonter les défis et à toujours créer une énergie positive ».

Gebran Bassil a en outre déclaré que « le Liban est un pays de paix, qui a toujours subi les guerres des autres sur son propre territoire. Il a toujours été attaqué, sans jamais lancer lui-même d'attaques ». Il a assuré que Beyrouth « a toujours respecté les résolutions internationales et se conformait à la résolution 1701 des Nations-Unies ».

« La coopération libano-britannique se base sur des fondations solides, des valeurs partagées de pluralisme, d'ouverture et de démocratie, qui mènent à la création d'un environnement propice aux investissements et au travail », a-t-il conclu.

Au programme de la visite

Durant cette escale britannique, Saad Hariri a œuvré sans relâche pour renforcer les relations diplomatiques en faveur des échanges entre Beyrouth et Londres. Il a ainsi tenu plusieurs réunions. Il a d'abord rencontré des investisseurs et banquiers britanniques en présence des ministres Gebran Bassil et Ghattas Khoury, du gouverneur de la Banque centrale Riad Salamé, de l'ambassadeur du Liban en Grande-Bretagne, Rami Mortada, et du conseiller de Hariri, Fadi Fawaz.

Il s'est ensuite entretenu séparément avec le conseiller du Fond monétaire international (FMI) pour le Moyen-Orient et l'Asie centrale, Chris Jarvis, puis le directeur exécutif de la Bourse de Londres, Nikhil Rathi, et aussi le vice-président de la Banque européenne pour le développement et la reconstruction, Alain Pilloux.

Pour sa part, le ministre britannique en charge des relations avec le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, Alistair Burt, a organisé un déjeuner en l'honneur du Premier ministre libanais auquel ont notamment assisté les membres de la délégation libanaise.

Le ministre César Abi-Khalil notamment entouré de Mohamed Choucair, Nicolas Chammas et Jacques Sarraf.

Accord signé entre Rolls Royce & la MEA

Un accord a été signé entre Rolls Royce et Middle East Airlines (MEA), qui ont annoncé que l'Airbus A330-900 sera la face d'une nouvelle flotte d'appareils. L'accord prévoit la prise en charge par la société britannique des moteurs Trent 7000, qui propulsent les avions Airbus. La valeur combinée des moteurs et des services fournis à Rolls-Royce est de 300 millions de dollars.

Notons enfin que ce forum d'investissement avait pour principal objectif de présenter aux acteurs du secteur privé les projets inclus dans le programme d'investissement (CIP) visant à moderniser les infrastructures du Liban, via notamment des partenariats public-privés. C'est sur la base du CIP que la communauté internationale s'était engagée, lors de la Conférence CEDRE, à mobiliser en faveur du Liban près de 11 milliards de dollars de prêts et de dons, conditionnés à des réformes structurelles. Londres, à son tour, s'était engagé à octroyer un don de 57 millions de dollars et à débloquer 28 millions de livres sterling supplémentaires (près de 38 millions de dollars) au cas où le CIP et le mécanisme de suivi du processus CEDRE seraient mis en place.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

Opportunités du tourisme d'affaires, expositions et congrès

La Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban a organisé le 18 décembre un atelier thématique sur l'organisation de conférences et de congrès, devenue une branche importante du tourisme depuis la création de l'Association libanaise des expositions et conférences (LECA)[1].

C'est en présence et avec la participation active du ministre sortant du Tourisme, Avédis Guidanian, des présidents des organisations économiques, d'une centaine d'hommes d'affaires et de galeristes d'art que s'est tenu cet événement dans les locaux de la Chambre de Beyrouth et du Mont-Liban.

Pierre Achkar, Avédis Guidanian, Mohamed Choucair et Elie Rizk.

Apres avoir souhaité chaleureusement la bienvenue aux participants, le président des organisations économiques, Mohamed Choucair, a salué le dynamisme des hommes d'affaires en dépit des difficultés économiques actuelles. « Chaque fois que je lis les journaux ou me rend sur les marchés, le pessimisme m'envahit. Mais aujourd'hui plus que jamais, je me rends compte que vous êtes prêts à vous battre pour surmonter les difficultés et je suis confiant que vous y parviendrez », a-t-il déclaré appelant une énième fois à la formation d'un cabinet. « On nous promet un gouvernement pour les fêtes. Il faut qu'il arrive, nous avons trop attendu », a-t-il déploré.

À son tour, le président de l'Association des expositions et conférences, Elie Rizk, a rappelé que « le tourisme des affaires fait partie intégrante du tourisme, premier pilier de l'économie libanaise, avec cette particularité, que l'expérience a démontré, qu'il demeure beaucoup plus stable en période de troubles politiques ». Le responsable a ensuite fait l'éloge du ministre sortant du tourisme qui a pu convaincre les opérateurs internationaux, clefs de voute du tourisme mondial, d'inclure le Liban dans certains de leurs circuits. Il a aussi salué Charles Arbid pour les études et les efforts qu'il déploie en faveur de ce secteur depuis son arrivée à la tête du Conseil économique et social (CES) sans oublier Mohamed Choucair, qui fut d'un soutien dès le premier jour.

Tout ce qui manque, c'est une harmonie politique

Appelant à une «harmonie politique», « seul élément manquant» selon Elie Rizk « pour que le Liban revienne au premier plan au niveau régional », détrôné depuis quelques années par Dubaï qui accueille 25 millions de touristes par an dont 2 millions exclusivement pour le tourisme d'affaires. « Chaque touriste dépense par jour sept fois plus qu'un résident », a-t-il dit. « Grâce à la compétence des Libanais et à l'excellence de leurs services et de leur hospitalité, on devrait pouvoir développer énormément le secteur », a déclaré le responsable.

Même son de cloche du côté du président du Syndicat des hôteliers du Liban, Pierre Achkar, qui a rappelé le rôle pionnier du secteur touristique libanais dans la région. « Quand le casino du Liban a été construit ce fut une première et il a longtemps été le seul de toute la région », a-t-il affirmé avant d'ajouter que « malgré l'amertume des

[1] *Lebanese Exhibitions & Conferences Association.*

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

dernières années, il garde toute sa foi en Dieu et en sa patrie. Pour nous il n'est pas question d'abandonner », a-t-il lancé.

Pierre Achkar a ensuite dressé un bilan difficile du secteur ces dernières années : « Le tourisme régional du Golfe et des pays arabes a fait la fortune de l'industrie au Liban. Or depuis le ban, nous avons été obligés de nous diversifier. Nous avons fait un effort particulier pour attirer les touristes européens, les expositions et les congrès, et cet effort s'est avéré payant. Seulement, le séjour moyen d'un Européen est de trois jours, contre quinze pour les ressortissants arabes », a-t-il constaté. « Nous avons besoin d'assurer l'activité des hôtels, des restaurants, des appartements et studios meublés, des sociétés de location de voitures, des transports, etc. Le budget de promotion du ministère du Tourisme est de sept millions de dollars contre 25 millions en Jordanie et 100 millions en Égypte », a-t-il poursuivi appelant le Liban à augmenter le portefeuille ministériel alloué au secteur.

Encourager le tourisme des affaires, plus stable que le tourisme traditionnel

« Il y a deux ans, quand j'ai voulu lancer Visit Lebanon, je n'avais pas de budget. J'ai alors appelé le président de l'Association des banques libanaises (ABL), Joseph Torbey, le lendemain je recevais un chèque de l'ABL pour lancer le projet. Au début l'année, j'ai reçu un autre chèque avant même de le demander. Je saisis donc cette occasion pour le remercier – il est présent parmi nous - ainsi que l'ABL pour son soutien à l'activité touristique », a déclaré le ministre sortant du Tourisme.

Avédis Guidanian est ensuite revenu sur les raisons du succès du tourisme d'affaires. Une solidité liée notamment à son caractère « anticyclique ». « Il est plus stable que le tourisme conventionnel et se laisse peu impressionner par les recommandations frileuses de certains gouvernements », a dit le ministre.

Optimiste, Avédis Guidanian a poursuivi en se penchant sur les actions positives de son ministère : « À Paris, nous avons participé à la réunion des tours opérateurs internationaux. Nous avons pu convaincre plusieurs Français et Européens d'inclure le Liban dans leurs circuits touristiques. L'année suivante, nous en avons ressenti l'effet. L'apport en touristes européens a largement dépassé nos prévisions ». « Le congrès des zones franches qui s'est tenu au Liban a d'ailleurs réuni 425 étrangers pendant trois jours. Il a aussi été décidé d'organiser à Beyrouth, en avril prochain, le congrès international dédié aux allergies qui rassemblera près de 1 150 médecins », a ajouté le ministre.

Avédis Guidanian a également affirmé que la décision d'organiser des foires professionnelles ne devrait pas être exclusivement prise par le gouvernement. Il a appelé à ce que les secteurs privé et public s'associent dans de tels événements.

Le responsable a enfin prôné la mise en place d'une vision touristique sur les moyens et long termes pour attirer de nouveaux marchés et pérenniser le secteur.

LEBANON BUSINESS DIRECTORY
Your link between lebanese exporters and worldwide buyers
www.lebanonbusinessdirectory.com

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Le Liban renoue avec sa diplomatie économique

Une vingtaine d'attaché(e)s économiques entreront en fonction début 2019. Le Liban renoue ainsi avec une diplomatie économique suspendue depuis 1972.

22 diplomates, en majorité trentenaires, ont été retenus parmi plus de 500 candidats pré-selectionnés après avoir passé un concours. Après un travail acharné effectué pour rassembler les Libanais du monde autour du Lebanese Diaspora Energy (LDE) Forum, le ministre sortant des Affaires étrangères, Gebran Bassil, s'est attaqué à la réactivation de la diplomatie économique du Liban.

À cette occasion, la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban a organisé le 7 décembre, à l'initiative de son président Mohamed Choucair, une journée de formation interne dédiée aux diplomates fraîchement désignés.

L'objectif de cette journée a été de leur fournir un ensemble de données et de connaissances pratiques dans le domaine en plein essor de la diplomatie commerciale et économique afin de mieux promouvoir les intérêts du Liban. Le programme comprenait notamment des informations sur la Chambre et ses services, la situation économique et les principaux secteurs d'activité du pays, les accords commerciaux et la vérification des documents d'exportation. Les attachés économiques ont également été initiés à un accès en direct à des sources d'information diversifiées, suivi d'une session consacrée aux techniques de mise en réseau et à une communication efficace en diplomatie économique.

La diplomatie a connu d'importantes évolutions au cours des siècles. Les thématiques économiques sont désormais devenues centrales, tant et si bien que le terme de diplomatie économique est aujourd'hui fréquemment utilisé dans la presse ou par les institutions et représentants politiques. Si la pratique de la diplomatie fut longtemps le monopole des États, de nouveaux acteurs internationaux comme l'Union européenne ont depuis fait leur apparition.

Comment définir la diplomatie économique ?

La notion de diplomatie économique est difficile à définir : d'abord parce qu'elle a des acceptions différentes selon les acteurs, les pays et les gouvernements, ensuite parce qu'elle se définit non par ses instruments, mais par les problèmes et enjeux économiques qui lui donnent son contenu.

En France par exemple, la notion de diplomatie économique « renvoie essentiellement au domaine des négociations commerciales internationales (…) et au développement de la diplomatie économique multilatérale », avec le GATT (l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à partir de 1945, puis avec l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce) à partir de 1994.

Certains analystes ramènent aussi sa définition à l'échelle de l'entreprise. Tout l'enjeu de la diplomatie économique consiste à trouver les bons leviers d'action, à identifier les bons décideurs et à les influencer dans un sens favorable aux intérêts de l'entreprise, tout en restant dans un cadre conforme aux valeurs éthiques. D'autres parlent de ***business diplomacy*** pour qualifier le développement par les grandes entreprises de leurs propres initiatives à travers différents canaux.

Depuis 1972, les services économiques des ambassades libanaises dans les pays tiers emploient des fonctionnaires qui traitent principalement de questions administratives. Mais ces derniers n'avaient jusque là pas de pouvoir décisionnel. Avec la nomination de ces attaché(e)s économiques, ce sont de vrais diplomates qui prendront le relais et pourront ainsi mener une réelle politique économique diplomatique. Désormais, l'activité de soutien au commerce extérieur sera rattachée à la diplomatie économique renaissante.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Enjeux de la diplomatie économique : soutien aux entreprises libanaises exportatrices

La diplomatie traditionnelle a depuis quelques décennies été éclipsée par la diplomatie économique. Les stratégies des États ne reposent plus sur l'expansion territoriale, mais sur la conquête de nouveaux marchés et de débouchés pour leurs entreprises. Dans ce contexte, la diplomatie s'oriente de plus en plus vers la triple mission de soutien aux exportateurs, d'attraction des investissements sur le sol national (IDE) et d'inflexion des règles internationales dans le sens des intérêts domestiques.

> AVEC LA NOMINATION DE CES ATTACHÉ(E)S ÉCONOMIQUES, CE SONT DE VRAIS DIPLOMATES QUI PRENDRONT LE RELAIS ET POURRONT AINSI MENER UNE RÉELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE DIPLOMATIQUE

Les 22 attaché(e)s économiques auront la mission de promouvoir l'attractivité du Liban, la promotion du tourisme mais aussi et surtout le soutien à l'exportation des produits ***made in Lebanon*** ayant une valeur ajoutée (huile d'olive, joaillerie, vins, etc.) sur les marchés tiers, sachant que les outils de la diplomatie économique - relations, négociation, influence - vont plus loin que la simple négociation d'accords commerciaux.

Les grandes lignes des dispositifs étrangers*

- Le système américain repose davantage sur les fondations et institutions privées ou, plus récemment, sur des agences autonomes par rapport aux départements ministériels avec des formes juridiques très diverses. Ce système ayant prévalu au 20e siècle s'est quelque peu inspiré de la pratique française avec des sections commerciales dans les ambassades dont la compétence se limite à l'appui aux entreprises.

- Le système britannique s'appuie sur l'UK Trade and Investment, créé en 2003. Placé sous la tutelle du ministère du Commerce et de l'Investissement, il soutient l'expansion des entreprises à l'étranger mais aussi les investissements étrangers au Royaume-Uni et l'image des produits britanniques sur les marchés régionaux et internationaux. On observe ce même mouvement de fusion des équipes au sein des ambassades. Les Britanniques pratiquent ainsi la délégation de la gestion de l'action extérieure. En 2008, le Premier ministre a créé le Business Ambassadors Network dont l'objectif est d'aider les PME non pas tant à remporter des opportunités commerciales qu'à accéder aux marchés.

- Le système allemand est très différent puisqu'il repose, depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, sur les chambres de commerce avec l'appui des Länder (régions). La présence de l'État est limitée aux initiatives consulaires ou professionnelles en faveur des entreprises.

- Le système italien repose sur un centre national du commerce extérieur comprenant des guichets régionaux tournés vers les PME et des guichets uniques à l'étranger reliés au réseau diplomatique.

- Le système japonais repose essentiellement sur le Miti, ministère de l'Économie, mis en place au lendemain de la Seconde guerre mondiale. La diplomatie économique japonaise (keizai gaikou) a largement souffert de la faiblesse des ambitions politiques du pays sur la scène extérieure. Ce faisant, ce sont les multinationales japonaises qui ont largement développé une « business diplomacy ».

- Le système chinois fonctionne, quant à lui, selon une autre logique. Si la diplomatie chinoise a pour objectif, à l'instar des diplomaties occidentales, de soutenir le développement économique du pays, elle doit aussi accompagner le processus d'émergence politique de la Chine sur la scène internationale. Mais la diplomatie chinoise est surtout largement dédiée à la sécurité des approvisionnements en matières premières énergétiques et minérales, d'où l'importance de la diplomatie pétrolière.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Chamber of Beirut and Mount-Lebanon organized a «Master Class» dedicated to the new economic attachés

On the initiative of President Mohamed Choucair, the Chamber Beirut organized on Friday, December 7, 2018 a day of internal training, a " Master Class " dedicated to twenty-two economic attachés selected over 500 candidates. Hence, Lebanon reconnects with its economic diplomacy suspended since 1972.

The Ministry of Foreign Affairs headed by the dynamic Minister Gebran Bassil reactivated Lebanon's economic diplomacy stalled since 1972. Twenty-two participants out of 500 candidates were chosen after having passed a competition and many interviews with ambassadors. These diplomats, mostly in their thirties, will normally start working in early 2019.

How to best promote Lebanon's economic interests

The purpose of this day was to provide the participants with a set of data and practical knowledge in the promising field of trade and economic diplomacy to better promote Lebanon's economic interests. The program of the day included information on the Chamber, its services, the Lebanese economic situation, the main sectors of activity, trade agreements and verification of export documents. Economic attachés were also introduced to "direct access to diverse sources of information", followed by a session on networking techniques and effective communication in economic diplomacy.

In the first morning panel, Roger Khayat, economic adviser to President Mohamed Choucair, made a presentation about the Chamber, its services and the macroeconomic situation in Lebanon. Diplomats gained knowledge that "the Chamber is a non-profit private organization working for the public good ". With more than 120 years of commitment to service and in the interest of the private sector dating back to 1887, the Chamber is considered the largest Lebanese institution, representing nearly 15,000 businesses, mainly SMEs.

Before an audience of attentive and curious diplomats, the executive economist of the Chamber, Lana El Tabch, gave an overview of the member companies of the Chamber and the Lebanese competitive productive

The twenty-two economic attachés during the Master Class.

sectors on which they depend. In particular, she explained that one of the roles of the economic attaché (s) is to be an intermediary to develop and export more products "made in Lebanon", and to ensure that the Lebanese product ready for export meets the required standards of the concerned countries.

The agricultural and agri-food sector was then presented by Elie Massoud, the head of the Agriculture and Agribusiness department at the Chamber. In a highly appreciated and interactive presentation, he highlighted the dynamism of the Chamber to strengthen the agricultural sector in Lebanon, including especially through its increased participation in international projects and fairs, and also in training courses for farmers to drive them to upgrade their production, pack up their products to be exported to more markets around the world.

Economic researcher Wafa Kanso tackled the contents of Lebanon's main trade agreements with international organizations such as the UN, EU or with Arab countries. She updated the diplomats about countries with which Lebanon has preferential trade agreements, including "no double taxation" or investment protection agreements.

The access to information resources: Customs directory, business reports, business directory, etc… was then explained by Dory Abi Saab, IT manager of the Chamber.

In the afternoon session, an external coach specializing in communication, Randa Karimeh explained to the participants the different utterance of the world of communication through role-games played out by the economic attachés. How to make a good impression at

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

first sight? How to build a relationship of trust ? What is a good communication? What type of communicator are you? The coach gave the appropriate answer to these questions and many more. The nuances of the "verbal and non-verbal communication", “charisma”, “power of the question " or "attentive listening" have almost no secrets for the attaché(s) who have learned almost everything about networking competencies and effective communication in economic diplomacy.

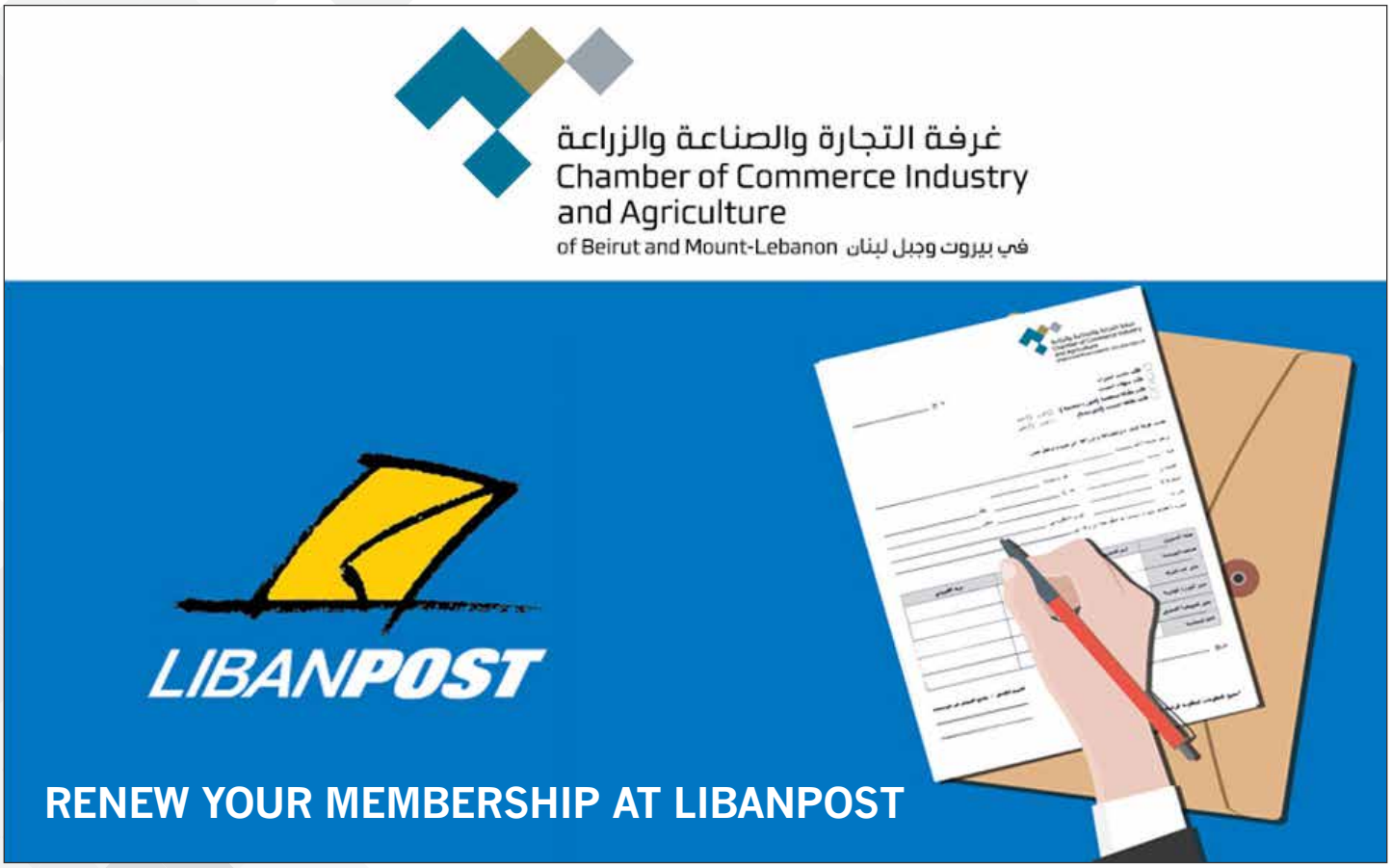
This day has been greatly helpful as it allowed new leaders to build trusting relationships with sector leaders of the Chamber who stated that they are ” attentive and happy to answer all the questions and sources of information that will be sought during their mission as economic attachés”.

No doubt then after this rich day of diversified information that our twenty-two young women and young men will raise brilliantly their noble mission to promote the best in the countries to which they are attached: the attractiveness of Lebanon, the promotion of tourism and also and above all the support for the export of "made in Lebanon" products, especially those in which Lebanon has a competitive advantage.

The economic-diplomatic image of Lebanon abroad is in good hands. No doubt about it.

List of the newly appointed Economic Attaches

Abdallah Nasserddine	Washington D.C., USA
Abdo Medlej	Berlin, Germany
Ali Abou Ali	Riyadh, Saudi Arabia
Anthony Moussa	Brazilia, Brazil
Bachir Bou Rached	Tokyo, Japan
Chadi Abou Daher	Kuwait
Gretta Mhanna	Jordan
Hala Tarabay	Mexico
Jean Claude El Khoury	Abu Dhabi
Joseph Tannous	Beijing, China
Marlon El Haddad	Iraq
Mishaal Khodr	Abuja, Nigeria
Nour Atwi	Cairo, Egypt
Rachel Alameddine	Paris, France
Ralph Nehm	London, UK
Rana Rizk	Ivory Coast, Abidjan
Saadallah Zaiter	Brussels
Salah Saleh	South Africa
Vanessa Naddaf	Ottawa, Canada
Wissam Soubra	Russia



THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Skills for the future: Managing transition

The European Training Foundation (ETF), an EU agency in charge of developing training and education in the EU neighboring countries, organized Skills for the Future Conference in Turin on 21-22 November 2018. Under the theme: "Managing transition to explore how developing and transition countries can respond to the challenges of current global trends from a skills perspective".

Over 200 representatives and high level speakers from the EU and its neighboring countries joined the event and stimulated the discussions from government, research community and civil society, European Commission, international organizations and practitioners in the field of skills development. High level speakers from government, the European Commission, international organizations and practitioners in the field of skills development. The Chamber of Beirut and Mount Lebanon, represented by Mrs. Hana Nehme, Director of Human Resources, took part as well in this conference.

The debates and reflections strained to retort: How do global forces interact with local realities and how does this affect the need for skills? How should governments, businesses, social partners, civil society, research institutions, communities and education and training providers work together to manage change? What skills policies work in different contexts?

Taking stock of the outcomes of an ETF report on the future of work and skills presented during the event, participants focused their discussions and vision around four main topics: Mastering global trends; tackling country-specific challenges; addressing the future of skills, education and training and supporting the transition toward the future.

The workshops explored opportunities and risks for individuals, communities and countries and look at how actors at local, national and international level can work together towards more human-centric and inclusive economies and societies. The impact and pace of change is not the same everywhere. The parallel sessions looked at how global forces interact with local economic and social realities in transition and developing countries and how this interaction shapes the demand for skills. How ready are skills and training systems to cope with change?

"Lifelong learning" rather than "Training"

Four parallel workshops tried to identify trends, challenges and possible solutions to manage the transition to the future. The workshops built on international experience as well as that of EU Member States and neighboring countries. Successful models and structures were showcased by many representatives to inspire how countries can drive creation and innovation among youth at the national level. The topics covered mainly: Equipped for the future: preparing young people; skills needs uncovered: dealing with uncertainty; towards the future: building partnerships and ready for evolving targets: lifelong learning.

What jobs will be there in the future?

The conference concluded with the future of education and skills in the EU and beyond. Discussions paved the way for a reflection on the changing role of vocational education and training in empowering individuals to cope with change and adapt their skills and lifelong learning possibilities. Experts and panelists totally agreed that the jobs of the future are unpredictable but the fundamental prospective critical skills are predictable. The core competences and capacities that are needed for the future: languages, math, applied sciences and digital.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

BSO Management Academy on Maximizing the Effectiveness of Business Development Services

In the framework of the EU funded project EBSOMED, the leader BUSINESSMED, organized in cooperation with the International Training Centre of the International Labor Organization (ITCILO) a Management Academy on Maximizing the Effectiveness of BSOs on 3-4 December 2018 in Algiers, Algeria.

Mr. Rabih Sabra, Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon and Mrs. Hana Nehme, Director of Human Resources took part actively in this 2-day event. Mr. Sabra presented across the various sessions the cutting-edge position of the Chamber and highlighted its expanding role, the business model, strategy framework, and the newly developed services and instruments.

The Academy provided advanced knowledge on key management tools needed for: Defining BSOs value proposition, structure governance, strategic planning, the effective design of income sources, membership management and effective strategies and tools. The Academy represented as well an opportunity for the 50 BSOs' participants executives to exchange with international experts from ITCILO on critical management areas, to review current practice of BSOs, identify gaps in their own organization's structures and activities and reflect on how to bridge them and learn how to draw development plans guided by the input of the ITCILO experts.

EBSOMED is a 4-year project, co-financed by the European Commission that aims at boosting the Mediterranean business ecosystem promoting inclusive economic growth and job creation, by enhancing the private sector environment and namely the Business Support Organisations in the Southern Neighbourhood countries

Certifications of participation signed by the International Training Centre of the International Labor Organization (ITCILO) trainer and BUSINESSMED were delivered to the participants after the completion of the Academy.

ICC WCF council in Dubai elected Hamad Buamim as new Chair of the World Chambers Federation

The Dubai Chamber hosted the ICC WCF council meeting that was held along with the 7th ICC UAE trade finance conference in Dubai between 19 and 25 November 2018.

The conference gathered high-level policy makers representing the breadth of the global business arena including prominent CEOs, heads of private banks, sovereign wealth funds, institutional and private investors, creating an exciting opportunity to discuss the strategic bilateral relationship but also to find new areas of cooperation and opportunities in Investment, Trade and Culture.

Mr. Rabih Sabra, Director General of the Chamber of Beirut & Mount Lebanon, took part in the ICC WCF General Council meetings during which the major discussions included among others, the Dubai Expo 2020, ICC "Unify" strategy and 100th anniversary on May 2019 in Paris, 11th WCF Congress on June 2019 in Rio. The meeting was concluded by the election of Hamad Buamim, the President of Dubai Chamber, as Chair of the ICC World Chambers Federation.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

President Tammam Salam: «Chamber of Tripoli & North Lebanon shines with major projects for Lebanon»

Accompanied by Ministers Rashid Derbas and Mohamed Mashnouk , President Tammam Salam visited the Chamber of Tripoli and the North on December 1, 2018 where it was an occasion for its Chairman Toufic Dabboussi to expose the overall vision of the Chamber towards the promotion of Lebanon from the Greater Tripoli.

Chairman Dabboussi spoke about major investment projects carried out by the Chamber to enhance the role and place of Tripoli in the Lebanese national economy.

Addressing the audience he noted: «We would like to put before you the overall vision of the Chamber towards the promotion of Lebanon from the Greater Tripoli through a basket of unprecedented strategic investment projects of the size of an entire region stretching from the south of Batroun up to the northern borders with Syria».

Dabboussi tackled the expansion of the port of Tripoli, a project that runs along the waterfront that starts from the port city and ends in the Koleiat airport area. "The project does not charge the Lebanese state any costs or burdens resulting from any acquisitions because it is a public property and is financed by the Public Private Partnership Law," he said.

"The expansion project has become the focus of the international community; The Chinese ambassador in Lebanon gave it a special attention considering it coincides with the initiative launched by his country on the road and belt silk," Dabboussi explained, adding that the project embraces a basket of multi-functional projects making the port of Tripoli a destination for international trade and investment. He also enumerated the basket of projects pivotal at the internal level making the Chamber of Tripoli and North Lebanon at the heart of contemporary economic life, including the Knowledge Economy Center and the Sustainable Development Building. "On the external level, we look forward to the establishment of a building for the laboratories of the Tripoli Chamber on the premises of the port of Tripoli as well as the Chamber's sponsorship for the general lighting using solar energy to illuminate the streets of the city of Tripoli which will benefit also the Municipality of Tripoli, Rashid Karami International exhibition, the port of Tripoli, and the Special Economic Zone," he said.

Left to right : Rashid Derbas, H.E. Tammam Salam, Toufic Dabboussi, Mohamed Mashnouk

Chairman Dabboussi stressed that the multitude of internal and external strategic investment projects stems from the adoption of the initiative «Tripoli, the economic capital of Lebanon».

President Tammam Salam noted that his visit to the Chamber indicates the importance of communication between all the Lebanese from all their cities and regions.

«Four years ago, we remember well the state of affairs in the city of Tripoli and how the majority of its people suffered due to the heinous methods practiced by a small minority against them, « he said, and expressed his

confidence that despite all the difficult circumstances and obstacles facing Lebanon, it is possible to overcome them, taking the Chamber of Tripoli and North Lebanon as an example of how to address challenges in the various economic sectors.

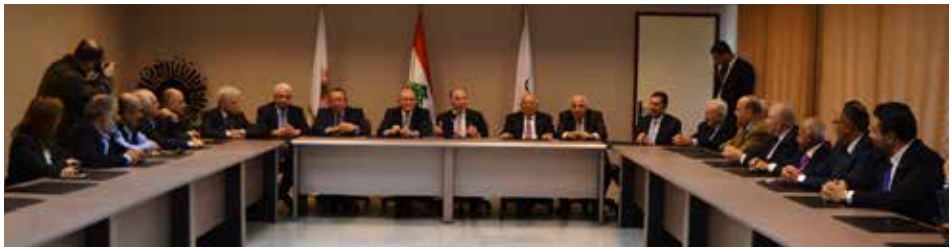
Speaking about the projects undertaken by the Chamber he stated: «We sought, with the outstanding efforts of my friend the son of Tripoli Minister Rashid Derbas, that these projects see the light during our meetings in the council of ministers" and added that these projects denote a great value of greatness and appreciation saying: "it is a great honor to be in the Chamber of Tripoli & North Lebanon that shines with major projects for Lebanon".

He concluded by congratulating Chairman Dabboussi and his colleagues for making the Chamber an institution worthy of Lebanon's humanitarian and noble national goals. "I am the Beiruti and I have no objection that Tripoli competes with Beirut for the benefit of the citizen," he said, adding "we have a promising future with immense projects when the stability in Syria prevails».

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Tour of the Chamber's projects …Field visit to the port of Tripoli and the Economic zone



President Salam and the accompanying guests toured the Chamber's projects, especially the business incubator (Biat), where they took note of its success story and how it is highly endorsed by the European Commission ambassadors and multinational economic delegations in view of the services provided to the business community and for encouraging them to establish micro and small and medium-sized enterprises. The guests were also briefed on other internal projects hosted by the Chamber which are first of their kind in Lebanon, including the quality control laboratories, the Industrial Development and Research Alimentary Center (IDRAC) and its specialized centers such as the olive oil testing center, honey collection center, and the fruit and vegetable drying center.

It was an occasion for the guests to participate in part of the workshop/university training on food safety in cooperation between the faculty of health at the Lebanese University and the Chamber's quality control laboratories.

At the end of the visit, Chairman Dabboussi presented a symbolic golden gift to President Salam «towards Tripoli, the economic capital of Lebanon»

And then all went in a field visit to the port of Tripoli and the economic zone where they were received by the director of the port, Dr. Ahmed Tamer and businessman Ihsan Yafi.

WORKING TOWARD THE COMMON INTEREST

FCCIAL's aim is to build an increasingly dynamic and globally competitive Lebanese economy and to promote the common interest of the four regional Chambers vis-à-vis the Lebanese Goverment and other national and international institutions by being:

- The main economic lobbying group in Lebanon
- A versatile service provider
- The Key interlocutor with external parties on economic issues, specifically those connected to commerce, industry and agriculture

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

CCIAB Bldg., 12th Floor, Sanayeh, Beirut | T: +961 1 744 702 | **email:** fccial@cci-fed.org.lb | **www.cci-fed.org.lb**

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

The Media to explain "CEDRE" projects and WTO accession negotiations

The business sector, the media, and the academia discussed "the role of the media in explaining "CEDRE" projects and WTO accession negotiations" at a symposium organized by the University of Jinan-Saida held on December 5, 2018.

Speakers in this symposium were the Dean of the Faculty of Business Administration Dr. Kamel Barbar, the Economic Advisor Rana Sayed, representative of the Chamber of Saida and South Lebanon, the Deputy Dean of the Faculty of Information Dr. Moustafa Matbouli, and Economic Expert Mohamed El Sheikh .

Dr. Kamal Barbar tackled the origins and functions of the World Trade Organization established in 1995 and its most prominent tasks that can be summarized by the liberalization of international trade of all restrictions, reduction of tariff barriers, and cooperation with the IMF and the World Bank to achieve harmony between the commercial, financial and monetary policies.

He pointed out to the serious criticisms addressed to the WTO Organization especially by developing countries that consider it as an organization primarily established to serve the interests of developed countries. "The fear stems from the fact that WTO is urging free trade and, therefore, removing protection. However, removing protection in developing countries could lead to a lower rate of industrialization and leave young industries in these countries unprotected by fierce competition from transnational corporations," he said.

He gave as an example the dominance of the interests of major economic powers over the legislation related to the liberalization of foreign investments therein. He further noted that until to date, Lebanon has not joined the Organization, the negotiations that started in 2000, were halted in 2016.

Rana Sayed discussed the economic implications of Lebanon's accession to the Organization, pointing out that "accession files and other trade agreements are not just technical files, they include strategic decisions that should be managed on the basis of a comprehensive vision for the development of the country and the rights of future generations". she explained that Lebanon can not rely on the accession to WTO and free trade agreements to improve the competitiveness of its sectors, "because competitiveness can be achieved only through support and investment in the productive sectors and through national policies that help them overcome their structural and legal challenges" .

As Lebanon continues to suffer from high costs of production "the opening of Lebanese markets to foreign products without addressing high production costs constitute an important obstacle to the development of the Lebanese economy in globalized markets," she said.

On the issue of CEDRE conference repercussions , she acclaimed its great advantages as it will impact positively on the Lebanese economy and on the city of Saida in particular with the construction of the new port of Saida, creating an enabling environment for the economic growth of the South, in addition to reducing pressure on the port of Beirut .

Dr. Moustafa Matbouli stressed on the structural relationship between the economy and the media and the importance of raising awareness among Lebanese citizens and the role of the media in explaining the negative and positive impacts of Lebanon's accession to WTO and the economic reforms committed by the Lebanese government at the CEDRE conference.

He pointed out that the economic media in Lebanon suffers from the scarcity of specialized journalists with proven experience and knowledge of economic issues based on science and integrity.

Mohammed El Sheikh reviewed stages of the discussions and negotiations between the Ministry of Economy and Trade and the responsible bodies at the WTO on the conditions of Lebanon's accession and ways of protecting Lebanese agricultural and industrial production sectors. He also talked about the advantages and disadvantages of this accession and its impact on industry, trade and industry in Lebanon.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Ambassador Lassen headed an EU delegation to the Chamber of Saida & South Lebanon

4 December 2018, the EU delegation representing ambassadors of 13 EU member states, met with the Chairman of the Chamber of Saida and South Lebanon, Mohammad Saleh and members of the board of directors.

During the meeting, the EU Ambassadors took stock of the economic developments in the city, and discussed the opportunities and challenges facing the business community in the South, in particular SMEs.

Saleh noted that South Lebanon witnessed internal and external armed conflicts and unstable security condition for more than 50 years. And as a result of the unfavorable situation, the productive sector that is composed mainly of SMEs, has suffered a lot, bringing unemployment rate, especially among the youth, to high levels.

"We at Saida Chamber thrive to support young entrepreneurs in their innovative projects and help them start up their own businesses in order to create job opportunities and keep young generation in their homelands," he said, adding that the biggest challenge remains in providing continuous support for SMEs, keeping pace with the knowledge economy and the transfer of modern and clean technology. He also identified the economic development projects for the south region, and emphasized on EU support for addressing these challenges through committed partners, such as the Chamber of Saida & South Lebanon.

Ambassador Lassen said that the

Ambassador Christina Lassen, Mohamed Saleh and Kassem Khalifeh

European Union is dedicated to a prosperous development of the beautiful City of Saida. «We are here in Saida today to learn about the City's opportunities and challenges and hear at first-hand about the important engagement of and cooperation with local political leaders, civil society and stakeholders". The European Union remains "a strong and committed friend of Saida», she added.

"Mawen Beitak" exhibition enters its third round

1 December 2018. Under the patronage of the Minister of Economy and Trade Raed Khoury, represented by the Director General of the Ministry, Alia Abbas, the Chamber of Saida & South Lebanon launched "Mawen Beitak» exhibition for village food and craft products. The Exhibition has been organized by the Chamber in cooperation with the United Nations Development Program -UNDP, the Netherland Embassy, and the Ministry of Social Affairs.

The launching event was attended by reputable figures representing different segments of the society and sponsored parties:

In his opening speech, the Chairman of the Chamber of Saida & South Lebanon, Mohammad Saleh thanked the Ministry of Economy and Trade for sponsoring this annual event that gathers consumers and producers under the same roof. He hoped that the exhibition could take place under better economic and living conditions next year . "for all Lebanese social segments, especially middle and low income class.

Saleh also stressed the role of the Chamber as supporter of business owners, especially those most affected by the crisis as a result of their low incomes and modest financial savings. He hoped that the exhibition provides space for them to display and sell their products.

On her part, Director General Alia Abbas considered the exhibition as an important opportunity to support farmers and producers to help them display

Alia Abbas with Mohamed Saleh launching «Mawen Beitak».

and promote their production and meet potential consumers. She pledged the support of the Ministry through the Consumer Protection Unit, by offering to undertake control on the quality of the product and its packaging.

She also noted that the aim of the exhibition is to enhance the role of women in sustainable rural development and natural resource management through coordination between all public and private sectors. "Economic empowerment of women should be the priority in setting up programs and policies that aim to foster rural agricultural development and economic growth," she said.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Market access requirements and Good handling practices

On 5-6 of December 2018, the Chamber of Zahle and Bekaa organized a two-day workshop on "Technical requirements for market access "and "Good handling practices" for table grapes and cherries, in collaboration with technical assistance team within the Agri-PSD program funded by the European Union, at Grand Kadri Hotel-Zahle.

Participants came from both value chains (producers, exporters, PHUs ….) to learn the latest techniques in post-harvesting by key expert in the

field, Mr.Joseph Harmouch, and the good handling practices by the quality and food safety expert Mrs. Gloria Hanna Jabbour.

This project is funded by European Union in Lebanon and implemented by Expertise France.

Attendees were actors of both value chains (producers, exporters, PHUs ….).

The purpose of this workshop was to show how to implement the practical techniques in Post-harvest units by the key expert Mr."Joseph Harmouch", and the Good handling practices by the quality and food safety expert Mrs."Gloria Hanna Jabbour".

This project is funded by European Union in Lebanon and implemented by Expertise France.

Technical support for cherry farmers on winter pruning

As a follow-up to the cherry study tour to Bari-Italy organized by the Chamber of Zahle and Bekaa last month, Agrimeca, a fruits and grapes consulting company in Italy, carried out a technical support for Lebanese cherry farmers in order to assist technically cherry farmers during different stages of the growing season and improve the cherry industry.

Two international experts from Agrimeca, Dr. Luigi Catalano and Eng. Lorenzo Laghezza, performed the first technical assistance mission from 4 to 6 December 2018.

Training and field visits covered different areas (Kaa Rim, Wad iArayech, Kfarzabad, Ein Kfarzabad, Deir El Ghazal, Koussaya, Riit, Ferzol, Niha, and Ablah).

Seventy-eight participants attended the technical workshops and learned different techniques regarding winter pruning of cherry trees and other agronomic practices.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان of Beirut and Mount-Lebanon

After achieving all field visits, findings and recommendations were exposed within a seminar at the Chamber of Zahle and Bekaa premises for thirty farmers who have assisted to the peer to peer sessions to evaluate cherry problems and recommend practical solutions suitable for each region.

The Federation of Chambers of Commerce,
Industry and Agriculture of Lebanon

WISHES YOU A

Merry Christmas

& A HAPPY NEW YEAR 2019

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
في بيروت وجبل لبنان
of Beirut and Mount-Lebanon

Reduced Inequalities

ECONEWS continues publishing serial articles to shed lights on Lebanon's progress towards the seventeen SDGs by the pillars of UN Agenda 2030 and based on the Voluntary National Review (VNR) 2018.

Below is the progress status of SDG 10 under People Pillar:

Reduced Inequalities

Over the years, Lebanon has implemented a number of social, economic and political policy measures to correct imbalances; however, reducing inequalities remains a challenge.

Progress on Target 10.1 is difficult to measure because the latest official information on income inequality relies on a household budget survey conducted in 2007. The survey findings show that the bottom 20 percent of the population accounts for 7 per cent of total consumption levels, while the top 20 percent accounts for over 43 per cent. The corresponding Gini coefficient was estimated at 0.37 for Lebanon.

More recently, a study conducted in 2017 by the Ministry of Finance examined labor income distribution in Lebanon, using personal income tax declarations by the private sector, and showed that "private sector earnings are disproportionately distributed between income groups with the top 2 percent capturing a share of income almost as high as that of the bottom 60 percent. The calculated Gini coefficient places Lebanon at a rank of 129 from 141 countries in terms of income equality.

When considering "ensuring equal opportunity and reducing inequalities of outcome" (SDG Target 10.3), the World Bank's inequality-adjusted 2015 human development index shows that Lebanon faces notable inequality of opportunities and outcomes among its citizens, particularly regarding income and education, and to a lesser extent health. The index loses 21 per cent because of losses mainly from income and education inequality compared to the values of the non-inequality-adjusted human development index)

In terms of social, economic and political inclusion (Target 10.2), some progress in certain areas like gender is observed. Part of the challenge is due to weak opportunity and disparities in quality between public and private services – whether real or perceived – people tend to complement or completely substitute public services with private ones and this accentuates inequalities.

Economic exclusion is reflected in a high informality rate where the vast majority of the poor work under unfavorable working conditions with limited decent job opportunities creation. Geographical disparities in accessibility to services further compound economic and social forms of inequality.

Social protection policies in Lebanon are gaining attention and building up. Ministry of Public Health coverage of all those who do not have health insurance; the expansion a primary health network that offers consultations and medications almost for free; the network of grassroots and programs of SDCs and the sector-wide upgrading in public education – all aim to enhance social protection. Nevertheless, such measures need to be part of an integrated approach.

In terms of fiscal policy, Lebanon has a number of taxes that aim to address equity concerns. Personal income tax legislation allows generous deductions and the structure of the tax is progressive and low-income brackets are tax-exempt. The income tax offers tax credits (basic, family and child).

Taxes on built property and

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

inheritance also have a very generous exemptions system; built property tax structure exempts up to USD 80,000 of property value, and inheritance tax exempts up to USD 42,000 of inheritance amount for direct relatives. More recently, the 2017 budget (the first to be passed in 12 years) included three measures to improve progressive taxation, namely raising the tax on interest income from interest from 5 to 7 per cent, raising the tax on corporate income to 17 per cent, and adding a tax on income from real estate transactions of 15 per cent. On the spending side, nevertheless, fiscal policy is constrained by high deficit and debt levels.

As for labor and wage policies, the Ministry of Labor, with the support of the International Labor Organisation (ILO), is currently drafting a five-year comprehensive strategy for the period 2017-2020 based on a tripartite consultation as per the ILO approach. The strategy aims to: (i) strengthen policy coherence with a focus on labor management and labor inspection systems; (ii) improve working conditions for all workers in accordance with Lebanese laws and regulations and in line with international labor standards; (iii) promote productive employment with a focus on the employment of Lebanese youth; (iv) improve social security contributions and provide a minimum level of social protection, focusing on vulnerable groups within society.

Today, Lebanon's wage policy consists of a minimum wage for the public and private sector set by the government, modified in 2017. In the public sector, employees receive a generous amount of allowances in addition to their basic salaries.

Finally, on the political front, the year 2017 saw an unprecedented achievement. Lebanon issued a new parliamentary election law that based on proportional representation, replacing its historical majoritarian system. The law was implemented in 2018 for the first time and has attracted more than 1000 candidates running for parliament; out

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ZoodMall solutions for SMEs

NOVEMBER 30, 2018

ZoodMall is a shopping mobile application that allows purchasing and selling goods in six countries. The App helps small and medium-sized enterprises (SMEs) carry out wholesale and retail transactions locally and internationally.

Launched in a press conference at the Chamber of Beirut and Mount Lebanon (CCIA-BML) headquarters under the patronage of the Minister of Economy and Trade Raed Khoury, and with the participation of the Chairman of Economic Organizations Mohammed Choucair, the Regional Director of ZoodMall for the Arab Region, Bachir Abi Khalil, and a number of businessmen and economic and media figures.

Choucair congratulated the owners of this project for this pioneering idea in terms of promoting wholesale and retail sale activities in view of the declining retail sales in Lebanon. Commenting on the vital role of ZoodMall in increasing Lebanese exports, especially for SMEs, he said "We are proud of such initiatives carried out by the private sector, even at the height of [economic] crises. This shows that Lebanon, no matter how severe its problems, may falter but will not fall. This is thanks to a special, strong and proactive private sector that proved an outstanding ability to succeed locally and abroad".

Abi Khalil provided a detailed explanation of the application and its mechanism. "During the first stage, we will inform Lebanese institutions on how to enter ZoodMall website and educate them about the electronic sales process. During this period, institutions can carry out sale transactions within the Lebanese market". At the second stage, Lebanese institutions will be able to carry out retail and wholesale transactions in the markets where Zoodmall is active (Iraq, Afghanistan, Kazakhstan, Azerbaijan, Uzbekistan, Georgia and Lebanon). He further noted that ZoodMall offers solutions for SMEs to showcase their products at no cost but in return for a sale commission.

Minister Khoury commended the efforts of ZoodMall owners for launching this initiative, considering it as an efficient tool that facilitates trade and marketing of Lebanese products globally, as well as for establishing a joint cooperation between the private and public sectors. "Based on our belief in such initiatives, we signed a tripartite memorandum of understanding with Orient Swiss and CCIA-BML," he said.

Explaining the main challenges facing SMEs, most notably difficulties that are related to accessing world markets, Khoury claimed that this application will allow SMEs to target a larger segment of consumers, thus adding new sources of revenue that were previously unexploited. He added, "We are here today to consolidate this vision and to

launch ZoodMall and ZoodMall Pro… these two e-shopping mobile applications must allow SMEs to easily showcase, offer and classify their products and to collect payments from customers in a timely manner and at reasonable prices".

He concluded by confirming that the Ministry of Economy and Trade encourages and supports every initiative that enhances the competitiveness of the Lebanese industry and contributes to the global advancement of the Lebanese economy. "This is especially true in light of the international digital transformation that makes any commodity and service, wherever it is in the world, accessible," he said.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanese Customs begins reform by facilitating the transport of citizens' belongings

As part of the reforms of CEDRE and the fight against corruption, it is the turn of the Lebanese Customs to embark on a vast project of reforms with the launching of a clear document which will be put online on the Customs website, and will be distributed to all travelers arriving to Lebanon, showing them how to obtain their personal belongings. Initially, this approach took a lot of the traveler's precious time : 34 stages including round-trips at the airport, waggling from one office to another, and from one inspector to another, paying a bakhchish 9000 LL then another before finally recovering his belongings nearly 660 minutes later (more than 10 hours). Now two steps, a stamped paper and 20 minutes, will suffice for the traveler to recover his goods for free.

Customs at the service of the citizen and not for profit

«The Customs must be at the service of the citizen and not for profit «says Badri Daher, general director of the Lebanese Customs during the press conference he gave on December 21 at the Customs offices. Reformer and transparent, he named things by their names in the presence of an attentive audience, including MP Alain Aoun, the president of Economic Bodies, Mohamed Choucair, the executive director of the Institute of Finance Basil Fuleihan, Lamia Moubayed Bissat, the businessman Raphael Debbane and others.

The Lebanese Customs seems to have made a self-criticism of their services to the citizens led by the director general who did not mince words, denouncing in detail the slowness and especially the disorganization of this customs service. «It is a nightmare for the traveler to retrieve his personal belongings such as clothes, children's memories, photos, sheets etc ... sent by airfreight," he explained.

«The Lebanese Diaspora and travelers who settled in Lebanon are tired of the slow pace and lack of professionalism when they collect their belongings. This is unacceptable. That's why we are reforming this service," announced Badri Daher.

Indeed, and until today, no clear indication was available nor on the roads that lead to the airport, or within the airport. The traveler had to go from one inspector to another, from one office to another... as an example, the traveler coming from Canada tired after 18 hours of travel, had to return back to the airport several times, seeking and asking, be misinformed, paying 9000 pounds here, and stamps here and there.

Fight against clientelism and corruption

«Clientelism and tips were at the rendez-vous and especially the carbon ink that nobody uses anymore," Daher recalled. To explain all the steps that the disgusted traveler had to go through before getting his business done, the general director presented to the public on a screenplay a real-life film retracing what he called «the stages of suffering of the traveler in the image of Christ».

So we learn that the traveler, instead of undertaking 34 unacceptable steps, will have to do only two ; the service becomes free, everything is almost computerized, a document will be stamped and allow the traveler to recover his/her effects. Eleven signs have also been put in place on the roads leading to the airport, and the service will be open 24 hours a day, 7 days a week, which was not the case before. Awareness-raising has also been put in place with the Customs teams.

Fight against corruption is one of the factors that prompted the Customs general director to address this first project. The second will be launched next month and will focus on facilitating the transport of personal furniture.

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Lebanon in Figures

Key economic indicators prepared by the Center of Economic Research show the following results:

• **GDP:** The economic real growth rate achieved 0.6 % in 2017, according to CAS estimates, and GDP at current prices was estimated at USD 53.4 billion, compared with a growth rate of 1.6%, and total output of USD 51.2 billion in 2016.

• **Consumer Price Index:** Based on the Central Administration of Statistics, CPI have increased by 4.81 % in October 2018 compared to December 2017; while the figure computed by the "Consulting and Research Institute" for the same period was 3.47 %.

• **Balance of Payments:** Till October 2018, the deficit of the balance of payments reached USD 3.12 billion compared to a deficit of USD 1.08 billion till October 2017.

• **Trade Balance:** The trade deficit amounted to USD 12.96 billion till September 2018, compared to USD 12.34 billion till September 2017. Exports increased by 4.27%, while imports increased by 4.91%. This led to 5.02 % of increase of the trade balance deficit.

• **Public Finance:** In September 2018, public expenditures increased by 26.5 % compared to September 2017, while revenues increased by 3.2%. Hence, the budget deficit increased by 123.9 %.
Primary deficit reached USD 0.59 billion In September 2018, from a surplus that reached USD 1.63 billion in September 2017. This was caused by the decrease of total public revenues by 3.2%, while the debt's service rose by 8.3 % in addition to the increase of total public expenditures by 26.5 %.
Total Primary Deficit/Surplus = Total Budget Revenues – (Total Budget Expenditures – Debt Service – Foreign debt principal repayments)
-0.59 $ billion = 8.67 $ billion – (13.17 $ billion – 3.79 $ billion – 0.13 $ billion)

• **Public Debt:** Public debt increased 7.21 % over one year, from USD 78.14 billion in September 2017, to USD 83.77 billion In September 2018.

Ref.	Indicator	2012	2013	2014	2015	2016	2017
10	*in billion US$* Growth (% Real Change)	2.70%	2.60%	1.90%	0.40%	1.60%	0.60%
12	GDP (in current prices)	44.23	46.87	48.30	49.97	51.24	53.39
	Beirut Reference Rate	Dec.2013	Dec.2014	Dec.2015	Dec.2016	Dec.2017	Dec.2018
	On LBP	8.48%	8.63%	8.70%	8.71%	10.65%	11.50%
	On USD	5.89%	6.05%	6.16%	6.54%	6.83%	8.20%
		Oct.2017	Oct.2018	2014	2015	2016	2017
20.1	CPI - CAS	3.57%	4.81%	-0.71%	-3.40%	3.14%	5.01%
20.2	CPI - CRI	1.81%	3.47%	-1.66%	1.37%	-0.50%	2.36%
21	M1	6.79	7.31	5.50	6.00	6.73	7.07
22	M2	54.96	52.04	48.67	52.15	54.66	52.46
23	M3	138.77	140.19	117.64	123.62	132.75	138.34
24	M4	146.10	147.63	124.55	130.92	139.91	145.46
26	Banks Assets	215.72	242.53	175.64	186.00	204.24	219.78
27	Banks Deposits - Private Sector	169.01	172.05	147.63	151.53	162.44	168.61
28	Banks Loans - Private Sector	52.52	51.81	45.36	48.04	51.02	54.16
30	Balance of Payment	-1.08	-3.12	-1.41	-3.35	1.24	-0.16
		Mar.2017	Mar.2018	2014	2015	2016	2017
31	Current Account	-2.92	-2.98	-11.67	-8.12	-9.86	-12.4
		Sep.2017	Sep.2018	2014	2015	2016	2017
32	Balance of Trade	-12.34	-12.96	-17.18	-15.12	-15.73	-16.74
33	Imports	14.45	15.16	20.49	18.07	18.71	19.58
34	Exports	2.11	2.20	3.31	2.95	2.98	2.84
		2012	2013	2014	2015	2016*	2017*
40	Unemployment Rate (Est.)	-	-	-	-	20%	20%
41	Employment Rate (Est.)	-	-	-	-	47.60%	47.60%
42	Population (Est.)	-	-	-	-	4.28 Mn	4.33 Mn
43	Population 15 - 64 y.(Est.)	-	-	-	-	2.91 Mn	2.94 Mn
		Sep.2017	Sep.2018	2014	2015	2016	2017
51	State Budget Deficit	-2.01	-4.50	-3.07	-3.95	-4.94	-3.75
52	Budget Revenues	8.4	8.67	10.88	9.58	9.92	11.62
53	Budget Expenditures	10.41	13.17	13.95	13.53	14.86	15.37
54	Public Debt	78.14	83.77	66.57	70.31	74.86	79.5
55	Debt Service	3.50	3.79	4.19	4.46	4.76	4.98
56	Total Primary	1.63	0.59-	1.31	0.72	0.02	1.42

** Estimates ** Till September 2017*
Sources: BDL (21,22,23,24,26,27,28,30,31,54), CAS (11,12,20,40,41,42,43); Customs (32,33,34); IMF (10, 12); Ministry of Finance (51,52,53,55,56)
M1=Currency in Circulation+Sight Deposits in LBP; M2=M1+Other Deposits in LBP; M3=M2+Deposits in Foreign Currencies+Other Financial Liabilities; M4=M3+Treasury Bills held by Non-Banking System

The Lebanese Training Center (LTC)
at the Chamber of Commerce, Industry and
Agriculture of Beirut & Mount Lebanon
is pleased to announce the upcoming trainings:

LEBANESE TRAINING CENTER

IMPORT AND EXPORT

Trainer: Dr. Massoud Kantar

Date: January 21,22 &23

Time: 5:00pm-8:00pm

Cost: 375$ all tax included.

MASTERING SOCIAL INTELLIGENCE SKILLS

Trainer: Mrs. Randa Karimeh

Date: January 24

Time: 9:00am-3:00pm

Cost: 275$ all tax included.

For more information/registration:
01-353190 Call Center 1314 Ext 15
or **email:** ltc @ccib.org.lb
www.ltc.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture

CONFERENCES

THE ARAB-AFRICAN CONFERENCE & EXHIBITION FOR BUSINESSWOMEN
Scope: Achieving the SDGs through Supporting Women Entrepreneurs
Date: 13 -15 February 2019
Location: Marrakech
Kingdom of Morocco
Phone: (00202)22752189 -2275431
Fax: (00202)22754312 – 22734950
Email: auied@auied.com
Website: www.arabafrobwomenconf.com

SISAB PORTUGAL 2019 – SALON INTERNATIONAL DU SECTEUR ALIMENTAIRE ET BOISSONS
Scope: Agri-food
Date: 25 - 27 February 2019
Location: Lisbonne - Portugal
Phone: (+351) 21 795 76 71 /2/3/4
Fax: (+351) 21 795 76 65
Email: alourenco@sisab.pt
Website: www.sisab.pt

MOBILE WORLD CONGRESS 2019
Industry: Technology
Location: Spain
Venue: Fiera Barcelona
Date: 25 – 28 February 2019
Phone: 0034935157359
Website: https://www.mwcbarcelona.com/

BABYLON INTERNATIONAL FORUM FOR BUILDING AND INVESTMENT
Industry: Investment
Location: Babylon - Iraq
Date: 03 – 08 March 2019
Phone: 009647708812124
Email: org_oid@yahoo.com
orgafkar@gmail.com

BUSINESS OPPORTUNITIES

KOCYAPI
Activity: Real Estate
Looking for investors
Location: Turkey
Phone: 00905306745144
00902126550432
Email: abir@kocyapimimari.com
Website: www.kocyapimimari.com

ÖZBİL AGRICULTURAL MACHINERY COMPANY LIMITED
Activity: Agricultural Machinery
Looking for importers
Location: Turkey
Fax: 0090 (232) 543 27 27
Email: export@ozbiltarim.com
Website: www.ozbiltarim.com

MARMOLINE – NORDIA AE
Activity: Construction Materials
Looking for importers
Location: Greece
Phone: 00302295022120
Fax: 00302295022120
Email: akavvadas@marmoline.gr
Website: www.marmoline.gr

TERRACOM INFORMATION EPE
Activity: Security Systems
Looking for importers
Location: Greece
Phone: 00302651094333
Email: sgous@terracom.gr
Website: www.terracom.gr

VORONEZHSELMASH
Activity: Equipment for Grains Storage
Looking for importers
Location: Russia
Phone: 007(473)2067777/ 2067778
Email: tdvsm@mail.ru
Website: www.vselmash.ru

RUSSIA FRUIT MAGAZINE
Activity: Fruit Magazine
Looking for Advertisers
Location: Russia
Phone: 007 903 732 34 06
Email: editor@russiafruitmagazine.ru/
russiafruit@gmail.com.
Website: www.russiafruitmagazine.ru

DÉLITY BÚTOR
Activity: Furniture & Wood
Looking for importers
Location: Hungary
Phone: 0036 79 478 268
Email: kalo.denes@delitybutor.hu
Website: http://www.delitybutor.hu/

KUNFA KFT.
Activity: Furniture & Wood
Looking for importers
Location: Hungary
Phone: 0036 59 520 520
Mr. Ferenc Kazinczy
Email: kazinczy.ferenc@kunfa.t-online.hu
Website: http://www.kunfa.hu/

SOYUZAGROKONTRAKT
Activity: Agricultural Products
Looking for importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994124803581
Email: export@sacontract.az
Website: www.sacontract.az

AMORIS
Activity: Agricultural Products
Looking for importers
Location: Azerbaijan
Phone: 00994124898550
Email: info@amoris.az/ mehman.guliyev@amoris.az/ Xayala.Aliyeva@amoris.az
Website: www.amoris.az

SUPREME EXPORTS
Activity: Pharmaceutical Products
Looking for importers
Location: India
Phone: 0091 9745355522
Email: supremeexportsintl@gmail.com
Website: https://supremeexportsintl.wixsite.com/website/products

NOSH FOOD INDUSTRIES
Activity: Food Products
Looking for importers
Location: Karachi - Pakistan
Phone: 00922135388725 / 35388726
Fax: 00923243450341
Email: marketing@myfoodindustries.com

المركز اللبناني للتدريب

يقدم المركز اللبناني للتدريب دورات تدريبية متخصصة للتنفيذيين في مؤسسات الاعمال عبر مدربين وخبراء من ذوي الإختصاص والكفاءة. كما يوفر المركز خدمة تأجير قاعات التدريب المجهزة بأحدث التقنيات للمؤسسات الراغبة في تنظيم إجتماعاتها أو دوراتها التدريبية لدى المركز.

Lebanese Training Center

The Lebanese Training Center (LTC) offers specialized training programs to business executives through recognized trainers and experts. LTC also provides space rental and accommodation services in its modern and fully equipped premises for meeting and training purposes.

CCIB bldg. Justinien street, Sanayeh, Beirut, Lebanon
call center 1314 **ext** 15 | **T:** 01 353190 | **e.mail:** LTC@ccib.org.lb | www.ccib.org.lb

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

EXHIBITIONS

IF WEDDING DRESSES, SUITS AND EVENING GOWNS FAIR
Scope: Fashion
Date: 22 - 25 January 2019
Location: Izmir - Turkey
Venue: Fuar İzmir
Phone: 00902322767555
Email: fairs@alkaramtrade.com
info@alkaramtrade.com
Website: http://www.alkaramtrade.com/

ATHENS FASHION TRADE SHOW
Scope: Fashion
Date: 25 - 28 January 2019
Location: Athens - Greece
Venue: Metropolitan Expo
Phone: 00902322767555
Email: fairs@alkaramtrade.com
nfo@alkaramtrade.com
Website: www.athensfashiontradeshow.gr

FIMI KIDS FASHION WEEK 2019
Industry: Kids Fashion
Location: Madrid - Spain
Date: 01 – 03 February 2019
Website: https://fimi.es/en/ferias/public/ver?f=1

23RD EDITION OF INTERNATIONAL ENGINEERING & TECHNOLOGY FAIR-IETF
Industry: Engineering & Technology
Location: New Delhi - India
Venue: Pragati Maidan
Date: 03 – 05 February 2019
Website: www.ietfindia.in

SMAGUA 2019
Industry: Water & Irrigation
Location: Spain
Venue: Fiera Zaragoza
Date: 05 – 07 February 2019
Phone: 0034976764700
Website: https://fimi.es/en/ferias/public/ver?f=1

FRUIT LOGISTICA 2019
Industry: Fruits & Vegetables
Location: Berlin - Germany
Venue: Messe Berlin
Date: 06 – 08 February 2019
Phone: 0049(0)30/3038-0
Fax: 0049(0)30/3038-2325
Email: central@messe-berlin.de
Website: https://www.fruitlogistica.de/en/

BISUTEX 2019
Industry: Jewelry & Accessories
Location: Spain
Venue: Fiera Madrid
Date: 07 – 10 February 2019
Phone: 0034917225792
Email: bisutex@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/bisutex_06/

AGROEXPO 2019
Industry: Agriculture & Livestock
Location: Izmir – Turkey
Venue: Izmir International Fair Area
Date: 07 – 10 February 2019
Phone: 0090 531 406 38 39
Email: info@alkaramtrade.com
alkaramcompany@gmail.com
Website: http://alkaramtrade.com/

MOMAD FASHION 2019
Industry: Fashion & Accessories
Location: Spain
Venue: Fiera Madrid
Date: 08 – 10 February 2019
Phone: 0034917223000
Email: momad@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/momadmetropolis_06

INTERIOR DESIGN FURNISHING EXPO
Scope: Interior Design and Furniture
Date: 11 – 13 February 2019
Location: Oman
Venue: Oman Convention & Exhibition Center
Phone: 0096894041717
Email: media@alnimrexpo.com
Website: www.idfoman.com / www.alnimarexpo.com

SAUDI EDU TECH
Industry: Technology
Location: Jeddah – K.S.A.
Date: Hilton Hotel
Phone: 18 – 20 February 2019
Fax: 00966530507878 /
00966553045165
Email: waleed@meec-sa.com
rm@w-ertikaz.com

27TH CHITTAGONG INTERNATIONAL TRADE FAIR (CITF) 2019
Industry: Global
Location: Chittagong – Bangladesh
Date: 3rd week of February 2019
Phone: 880-31-713366-9
Fax: 880-31-713366-9
Email: info@chittagongchamber.com
Website: www.chittagongchamber.com

23RD ADDIS CHAMBER INTERNATIONAL TRADE FAIR
Industry: Agriculture & Service
Location: Addis Ababa – Ehiopia
Venue: Addis Ababa Exhibition Center
Date: 21 – 27 February 2019
Phone: 00251115504647/48
Fax: 00251115504649
Email: tradefair@addischamber.com
Website: www.tradefair.addischamber.com

THE 6TH INTERNATIONAL EXHIBITION OF MAYSAN FOR ENERGY, RECONSTRUCTION AND INVESTMENT
Industry: Energy, Reconstruction and Investment
Location: Baghdad - Iraq
Date: 25 – 28 February 2019
Phone: 009647901755296 / 009647702829999
Email: info@goldenfalconfairs.net
azhar21hadi@yahoo.com

GENERA 2019
Industry: Energy & Environment
Location: Spain
Venue: Fiera Madrid
Date: 26 February - 01 March 2019
Phone: 0034917223000
Email: genera@ifema.es
Website: http://www.ifema.es/genera_06/

ENOMAQ
Industry: Winery & Bottling Machinery
Location: Spain
Venue: Fiera Zaragoza
Date: 26 February - 01 March 2019
Phone: 0034976764700
Website: http://www.feriazaragoza.com/enomaq-2019/

MEDIBAT 2019
Industry: Construction
Location: Sfax – Tunisia
Date: 06 – 09 March 2019
Phone: +216 74 296 120
Fax: +216 74 296 121
Email: ccis@ccis.org.tn
Website: www.ccis.org.tn

ZURICHEDUCA EXPO 2019
Industry: Education & Career
Location: Zurich - Switzerland
Date: 12 – 13 March 2019
Phone: 0041764316170
Email: zuricheducaexpo@ipdinstitute.ch
Website: www.ipdinstitute.ch

IESS SHOW
Industry: Trade & Investment
Location: India
Date: 14 – 16 March 2019
Phone: 00911123310051
Email: Shaziaa.falcon@gmail.com
Website: www.iesshow.in

EMEA IMPORT EXPORT 2019
Industry: Fast Moving Consumer Goods
Location: Berlin - Germany
Venue: Station Berlin
Date: 19 – 20 March 2019
Phone: 004930403649051
Email: salkhalil@emea-messe.de
info@emea-mese.de
Website: www.emea-mese.de

ICT ISTANBUL
Industry: Kids Fashion
Location: Istanbul - Turkey
Venue: Yenikapı Eurasia Show & Exhibition Center
Date: 20 – 23 March 2019
Phone: 0216 212 04 30
Email: ali@trendistfuar.com
Website: www.icfistanbul.com

AMMAN INTERNATIONAL FASHION & TEXTILE EXPO- EXTILE 2019
Industry: Fashion & Textile
Location: Amman - Jordan
Date: 20 – 30 March 2019
Phone: 0096265516017
Email: info@Pulsejo.net
Website: www.extile.net

TOURISM EXHIBITION OF IRAQ
Industry: Tourism
Location: Iraq
Date: 21 – 25 March 2019
Phone: 009647827775666 / 009647827774666
Email: Almassal.co@gmail.com

Directeur responsable: Rabih Sabra
Conseiller économique: Roger Khayat
Rédacteur: Marilyne Jallad.
Coordinateurs: Irene Habib Ballouz, Roula Itani Younes,
Maquette: Rita Roukoz Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 14
T: 961 1 353 390 ext: 14

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

SANAYEH HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb

Private Sector Lobbying

Training adapted to your needs

Networking and Business Opportunities

Arbitration and Mediation for Business Conflicts

Export Support and Economic Info

ATA and TIR carnets to facilitate your trade

Become a member and benefit from our services

www.ccib.org.lb

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry
and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان